



LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**Renseignements particuliers
du 3^e groupe d'opposition**

Document préparé par la Direction de la gestion budgétaire et financière
Août 2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
RP45	Indiquer les sommes dépensées pour 2019-2019 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
RP46	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.	2
RP47	Concernant l'application de la Charte de la langue française, ventilation, par mois, du nombre de dossiers transmis au Procureur général du Québec ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales par l'Office québécois de la langue française (OQLF), en 2014-2015, en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et en 2019-2020.	3
RP48	Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l'OQLF en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020. Nombre de dossiers traités par un professionnel et nombre de membres du personnel affectés au traitement des plaintes pour 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.	4
RP49	Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour l'OQLF en 2019-2020, ainsi que copie de la programmation des travaux de recherche pour 2020-2021.	5
RP50	Composition du comité de suivi de la situation linguistique au 31 mars 2020. Pour chaque membre, préciser date de la nomination et la durée du mandat. Préciser également les études, recherches et avis effectués par le comité en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	6
RP51	Tableau sur les dossiers fermés selon les motifs de fermeture, en pourcentage, en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.	7
RP52	Nombre d'inspecteurs et nombre d'inspections effectuées par chacun en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	8
RP53	Pour chacune des cinq dernières années, nombre de fois qu'a été utilisé l'article 151 de la Charte visant à exiger d'une entreprise de moins de 50 employés qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, ainsi qu'à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.	9
RP54	Pour chacune des cinq dernières années, nombre d'ententes particulières conclues entre l'OQLF et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.	10
RP55	Détails et état d'implantation du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les petites entreprises. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Crédits accordés pour ce programme en 2019-2020, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	11
RP56	Détails et état d'implantation du programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Crédits accordés pour ce programme en 2019-2020, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	12
RP57	Ventilation des subventions accordées aux organisations syndicales dans le cadre de la francisation des entreprises pour 2019-2020, ainsi que les prévisions 2020-2021.	13
RP58	Ventilation détaillée du budget alloué aux campagnes et aux activités de promotion du français en 2019-2020, et prévisions pour 2020-2021.	14
RP59	Liste des actions de sensibilisation et d'information entreprises auprès des jeunes francophones de moins de 25 ans et des personnes immigrantes sur l'utilisation du français en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	19
RP60	Liste des actions entreprises auprès des personnes immigrantes afin de favoriser l'utilisation du français dans les milieux de travail, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	23
RP61	Liste des actions entreprises pour promouvoir les cégeps francophones auprès des jeunes de moins de 25 ans et des personnes immigrantes. Montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	25
RP62	Liste des mesures contraignantes mises en place en 2019-2020 pour assurer l'utilisation du français comme seule langue de travail dans les entreprises québécoises, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	26

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
RP63	Nombre d'entreprises inscrites à l'OQLF qui ne détiennent pas le certificat de francisation attestant que le français est la langue d'usage normal et habituelle du travail, du commerce et des affaires en 2019-2020.	27
RP64	Liste des mesures initiées afin d'augmenter le nombre d'entreprises détenant le certificat de francisation attestant que le français est la langue d'usage normal et habituelle du travail, du commerce et des affaires, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	28
RP65	Liste des actions de sensibilisation et d'information ciblées menées par l'OQLF pour l'accueil et les services en français dans les commerces et leurs coûts ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	29
RP66	Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la <i>Charte de la langue française</i> touchant la langue de travail ainsi que les recours pour assurer le respect de ces dispositions, leurs coûts, et les prévisions 2020-2021.	31
RP67	Nombre d'immigrants parlant déjà le français admis au Québec depuis les cinq dernières années, et les prévisions d'admission pour 2020-2021.	32
RP68	Détails et coût de la campagne visant à mieux faire connaître l'ensemble des programmes gouvernementaux touchant la francisation afin de joindre toutes les clientèles potentielles, leurs coûts, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	33
RP69	Bilan de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015. Nombre de réunions tenues, les dates et les procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au comité directeur et copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	34
RP70	Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2019-2020, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	35
RP71	Évolution annuelle, depuis 2008, du nombre d'employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour : a. Office québécois de la langue française ; i. Ventiler les employés selon le poste occupé ; b. Conseil supérieur de la langue française (CSLF) ; i. Ventiler les employés selon le poste occupé ; c. Secrétariat à la politique linguistique (SPL) ; i. Ventiler les employés selon le poste occupé.	36
RP72	Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquer le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2019-2020, ainsi que l'évolution depuis 2008 : a. Secrétariat à la politique linguistique ; b. Office québécois de la langue française ; c. Conseil supérieur de la langue française.	37
RP73	Pour chaque demande d'aide financière concernant la langue française acceptée en 2019-2020 : a. Nom du demandeur ou du projet ; b. Secteur d'intervention ; c. Objectifs visés par la demande d'aide ; d. Aide financière octroyée.	38
RP74	Nombre d'entreprises inscrites auprès de l'OQLF au 31 mars 2020. Nombre d'entreprises qui détiennent un certificat de francisation. Ventilation des entreprises selon leur taille.	47
RP75	État de situation des actions entreprises par le ministère à la suite des jugements du Tribunal administratif du Québec des 3 juin et 12 août 2013, confirmant le sens de l'article 85 de la Charte de la langue française et de son règlement qui stipule qu'un « enfant en séjour temporaire au Québec » est autorisé à recevoir un enseignement en anglais s'il est à la charge d'un parent membre des Forces armées canadiennes. Copie des documents, notes, analyses, mémos et avis relatifs à ce dossier.	48
RP76	État de situation des actions entreprises par le ministère en 2019-2020 à la suite du jugement de la Cour d'appel du Québec du 3 octobre 2016 et de son interprétation de l'article 46 de la Charte de la langue française. Copie des documents, notes, analyses, mémos et avis relatifs à ce dossier.	49

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
RP77	État de situation sur l’affichage commercial au Québec : a. Fournir tout document, note, mémo ou avis concernant la mise en œuvre des articles 25.1 à 25.5 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires; b. Indiquer le nombre d’entreprises accompagnées par l’OQLF depuis l’entrée en vigueur de ces articles; c. Indiquer le nombre d’entreprises ayant fait l’objet d’un signalement pour non-respect de ces articles depuis leur entrée en vigueur. d. Indiquer le nombre d’amendes imposées pour le non-respect de ces articles depuis leur entrée en vigueur ainsi que le montant de ces amendes	50
RP78	Liste des mesures entreprises afin d’assurer que les entreprises respectent les articles 25.1 à 25,5 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	51
RP79	Ventilation détaillée des mesures destinées à la francisation des personnes immigrantes pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	53
RP80	Proportion des personnes immigrantes qui ont participé aux différents programmes de francisation en 2019-2020.	54
RP81	État de situation quant au suivi donné aux recommandations du rapport commandé à M. Conrad Ouellon, le 27 juillet 2017, relativement au développement d’une stratégie dynamique de promotion et de valorisation de la langue française tenant compte des relations entre langue et culture. Pour chacune des recommandations, préciser les actions prises où à entreprendre par le ministère, incluant l’échéancier.	55
RP82	Copie des correspondances entre le ministère et/ou l’OQLF et/ou la ministre et la compagnie Adidas depuis le 22 novembre 2017. Bilan des mesures prises par l’entreprise pour respecter la Charte de la langue française, notamment les moyens pris afin de s’assurer que les clients qui se présentent à la boutique Adidas de Montréal puissent se faire servir en français.	56
RP83	Copie des correspondances entre la ministre et la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain demandant à celle-ci d’intervenir auprès des boutiquiers afin que cesse le « bonjour/hi » tel que l’a affirmé la ministre à TVA le 24 novembre 2017. Copie des documents, notes, rapports, états de situation concernant le « bonjour/hi » à Montréal.	57
RP84	État de situation quant au suivi des recommandations du rapport « Une langue commune à tous et pour tous – mieux réussir la francisation des néo-Québécois » déposé en 2016. Pour chacune des recommandations, préciser les actions prises ou à entreprendre, incluant l’échéancier.	58
RP85	Budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil en 2019-2020 ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	59
RP86	Liste et copie de tous les avis donnés par le Conseil au ministre responsable de l’application de la Charte de la langue française.	60
RP87	Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	61
RP88	Bilan des actions en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	62
RP89	Copie de tous documents, notes, verbatim de réunions et/ou de consultations en lien avec le renouvellement de la politique culturelle et dates de toutes les rencontres tenues avec le comité-conseil créé dans le cadre du lancement des travaux sur le renouvellement de la politique culturelle.	64
RP90	Copie de tous les contrats, incluant les conditions salariales, des personnes nommées par la ministre pour siéger sur le comité-conseil annoncé dans le cadre du lancement des travaux sur le renouvellement de la politique culturelle, soit Mmes Liza Frulla, Louise Sicuro, Nadine St-Louis et Sylvie Gamache, et MM. Ian Gailer, Gabriel Bran Lopez, Hugues Sweeney et Conrad Ouellon.	65
RP91	Liste des mesures entreprises à la suite du dépôt, en septembre 2019, du rapport sur les pratiques linguistiques dans des ministères et organismes publics du gouvernement du Québec visant à renforcer l’utilisation du français dans l’Administration, en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	66
RP92	Nombre d’heures de formation reçues par le personnel de l’Administration sur la Politique gouvernementale relative à l’emploi et à la qualité de la langue française dans l’Administration en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	68
RP93	Liste des mesures prises par les ministères et organismes pour favoriser les communications en français avec les personnes immigrantes en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	69

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
RP94	Liste des mesures prises par les ministères et organismes pour favoriser les communications en français avec les personnes morales et les entreprises établies au Québec et hors du Québec en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	72
RP95	Liste des organismes gouvernementaux qui ont reçu des plaintes concernant la qualité du français de leurs publications.	74
RP96	Liste des organismes gouvernementaux qui ont reçu des plaintes concernant l'utilisation d'une langue autre que le français comme langue de service et d'accueil.	75

RP45. Indiquer les sommes dépensées pour 2019-2019 par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

La réponse figure à la question 15 des réponses aux renseignements particuliers de l’opposition officielle du ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration.

Conseil supérieur de la langue française

	2019-2020
Communications informatiques (CSPQ)	14 517 \$
Contrat d’entretien et soutien des applications : SYGED (Système de gestion électronique de documents)	1 720 \$
Maintenance, exploitation des systèmes et acquisition d’équipements – Entente avec le ministère de la Culture et des Communications	5 981 \$
Licences Antidote (Druide informatique)	160 \$
TOTAL	22 378 \$

Office québécois de la langue française

	2019-2020
Communications informatiques (CSPQ) (Montréal, Québec et bureaux en région)	86 536 \$
Lien Internet (RIQ)	19 407 \$
Entente technologique avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 050 \$
Hébergement d’un serveur dédié	4 912 \$
Entretien et réparation d’équipements informatiques	11 927 \$
Fournitures informatiques, y compris cartouches d’encre	28 417 \$
Achat d’équipements informatiques (ex. : serveurs, postes de travail, imprimantes et commutateurs)	261 655 \$
Matériel informatique et diverses pièces (ex. : disques, câbles, onduleurs, clés USB, rubans pour copies de sécurité, etc.)	23 495 \$
Achat de logiciels	54 775 \$
Renouvellement des assurances pour les logiciels ¹	40 319 \$
Renouvellement des assurances pour les produits Microsoft ²	1 705 \$
Abonnement infonuagique ³	14 186 \$
Services professionnels ⁴	11 667 \$
TOTAL	560 051 \$

¹ Les assurances accordent les droits d’accès aux nouvelles versions des logiciels pour une période d’un an. Elles permettent aussi l’accès à l’assistance technique pour la résolution de problèmes.

² Les assurances accordent les droits d’accès aux nouvelles versions des logiciels pour une période de trois ans.

³ Abonnement pour une période de douze mois.

⁴ Tests d’intrusion annuels pour le périmètre externe.

RP46. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

La réponse figure à la question 107 des réponses aux renseignements particuliers de la troisième opposition du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

RP47. Concernant l’application de la Charte de la langue française, ventilation, par mois, du nombre de dossiers transmis au Procureur général du Québec ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales par l’Office québécois de la langue française (OQLF), en 2014-2015, en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et en 2019-2020.

Office québécois de la langue française

Nombre de dossiers transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales en 2019-2020	
Avril 2019	0
Mai 2019	0
Juin 2019	1
Juillet 2019	0
Août 2019	1
Septembre 2019	0
Octobre 2019	2
Novembre 2019	2
Décembre 2019	0
Janvier 2020	1
Février 2020	6
Mars 2020	0
TOTAL	13

RP48. Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l’OQLF en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020. Nombre de dossiers traités par un professionnel et nombre de membres du personnel affectés au traitement des plaintes pour 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.

Office québécois de la langue française

	2019-2020
Nombre de plaintes reçues	3 665
Nombre de dossiers de plaintes traités (fermés)	2 747

Nature des plaintes reçues en 2019-2020	
Répartition des objets de contravention des plaintes reçues par thème	%
Langue de l’affichage public et commercial	24
Langue des produits (inscriptions, emballages, documents, etc.)	10
Langue de la documentation commerciale	27
Sites Web	15
Publications, demandes d’emploi, factures, contrats, etc.	12
Langue de service	28
Langue du travail	3
Autres	8
Total	100

RP49. Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour l'OQLF en 2019-2020, ainsi que copie de la programmation des travaux de recherche pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

Études terminées et diffusées en 2019-2020

En date du 31 mars 2020, 13 études et rapports ont été diffusés par l'OQLF :

- R1 : Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec
- R2 : Synthèse sur l'évolution de la situation linguistique au Québec
- R3 : Rapport 1 : Portrait démilinguistique (1996-2016)
- R4 : Rapport 2 : Familles - unions linguistiquement exogames et transmission des langues aux enfants (2001-2016)
- R5 : Rapport 3 : Langues utilisées au travail (2001-2016)
- R6 : Rapport 4 : Portrait démilinguistique de la population immigrante (1996-2016)
- R7 : Rapport 5 : Résumé des tendances (1996-2016)
- R8 : Langue d'accueil et langue de service dans les commerces de l'île de Montréal en 2017 : point de vue des observatrices et des observateurs - rapport
- R9 : Langue d'accueil et langue de service dans les commerces de l'île de Montréal en 2017 : point de vue des observatrices et des observateurs - tableaux et méthodologie
- R10 : Langue d'accueil et langue de service dans les commerces de la RMR de Montréal en 2018 : perceptions et comportements de la clientèle - rapport
- R11 : Langue d'accueil et langue de service dans les commerces de la RMR de Montréal en 2018 : perceptions et comportements de la clientèle - tableaux et méthodologie
- R12 : Langue publique au Québec en 2016 : l'espace public
- R13 : Utilisation du français et de l'anglais au travail au Québec, 2016 : portrait d'ensemble des facteurs sociodémographiques, des secteurs d'emploi et des professions

RP50. Composition du comité de suivi de la situation linguistique au 31 mars 2020. Pour chaque membre, préciser date de la nomination et la durée du mandat. Préciser également les études, recherches et avis effectués par le comité en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

Au 31 mars 2020, le Comité de suivi de la situation linguistique est composé de cinq membres nommés par l’Office :

- 1° une présidente ou un président, choisi parmi les membres de l'Office, pour la durée non écoulée de son mandat à ce titre;
- 2° une ou un secrétaire, choisi parmi les membres du personnel, pour un mandat d'au plus quatre ans;
- 3° trois personnes qui ne sont pas membres de l'Office ou de son personnel, pour un mandat d'au plus quatre ans.

Comité de suivi de la situation linguistique articles 165.11 à 165.14 de la <i>charte de la langue française</i> (1 ^{er} octobre 2002)		
Membres	Nomination	Fin de mandat
BÉLANGER, Alain (président et membre de l’Office)	2020-02-14	2025-01-28
BIGOT, Davy (membre externe)	2020-02-17	2024-02-16
FLEURY, Charles (membre externe)	2020-02-17	2024-02-16
KAVANAGH, Éric (membre externe)	2020-02-17	2024-02-16
BLANCHETTE, Lise (secrétaire)	2020-02-17	2024-02-16*

* La secrétaire du comité reste en place tant que la personne n’a pas été remplacée.

Études, recherches et avis effectués par le comité en 2019-2020 :

Le comité n’a émis aucun avis en 2019-2020.

RP51. Tableau sur les dossiers fermés selon les motifs de fermeture, en pourcentage, en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.

Office québécois de la langue française

Dossiers de plaintes fermés en 2019-2020		
Motif de la fermeture	Nombre de dossiers	Pourcentage
Situation corrigée } Processus de francisation }	1 105	40 %
Plainte non fondée et irrecevable	599	22 %
Intervention incitative	853	31 %
Autres motifs	177	6 %
Dossier transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales	13	1 %
Nombre total de dossiers de plaintes fermés pour la période	2 747	100 %

RP52. Nombre d'inspecteurs et nombre d'inspections effectuées par chacun en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

Au 31 mars 2020, l'Office québécois de la langue française compte quatre inspecteurs. Ces inspecteurs ont effectué 2 921 inspections en 2019-2020.

RP53. Pour chacune des cinq dernières années, nombre de fois qu'a été utilisé l'article 151 de la Charte visant à exiger d'une entreprise de moins de 50 employés qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, ainsi qu'à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.

Office québécois de la langue française

En 2019-2020, il n'y a eu aucun recours à l'article 151 de la *Charte de la langue française*.

RP54. Pour chacune des cinq dernières années, nombre d'ententes particulières conclues entre l'OQLF et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.

Office québécois de la langue française

En 2019-2020, il n'y a eu aucune entente particulière entre l'Office québécois de la langue française et une entreprise visée à l'article 151 de la *Charte de la langue française*.

RP55. Détails et état d’implantation du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les petites entreprises. Nombre d’associations ayant participé au programme en 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Crédits accordés pour ce programme en 2019-2020, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

Le Programme de soutien aux associations et organismes pour la promotion de la francisation dans les entreprises a pris fin le 31 mars 2017. Les dossiers ont tous été réglés avant 2019-2020. Ainsi, aucun versement n’a été effectué dans le cadre de ce programme.

RP56. Détails et état d'implantation du programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Crédits accordés pour ce programme en 2019-2020, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

Le Programme de soutien à la francisation des PME par les technologies de l'information et des communications (TIC) a pris fin le 31 mars 2016. Les dossiers ont tous été réglés avant 2019-2020. Ainsi, aucun versement n'a été effectué dans le cadre de ce programme.

RP57. Ventilation des subventions accordées aux organisations syndicales dans le cadre de la francisation des entreprises pour 2019-2020, ainsi que les prévisions 2020-2021.

Office québécois de la langue française

En date du 31 mars 2020, une aide financière de 64 709,00 \$ a été accordée en 2019-2020 à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) dans le cadre du programme Le français, au cœur de nos ambitions.

En date du 31 mars 2020, une aide financière de 21 333,75 \$ a été accordée en 2019-2020 à la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ) dans le cadre du Programme de soutien aux partenariats en francisation.

RP58. Ventilation détaillée du budget alloué aux campagnes et aux activités de promotion du français en 2019-2020, et prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

En 2019-2020, le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française n’a pas élaboré ou collaboré à une campagne de promotion sur la langue française.

Office québécois de la langue française

L’Office québécois de la langue française n’a pas mené de campagne publicitaire de promotion du français en 2019-2020.

L’Office administre deux programmes d’aide financière et ce sont les organisations financées qui, dans le cadre de leurs projets, font la promotion du français dans des secteurs où il est moins utilisé.

Dans le cadre du programme Le français, au cœur de nos ambitions, une aide financière totalisant 3 864 466 \$ a été allouée aux 30 projets suivants en 2019-2020. Le programme permet le versement d’une aide financière n’excédant pas 225 000 \$ par année financière pour des projets d’une durée maximale de 36 mois.

Organisation	Projet	Montant octroyé
9096-8645 Québec inc. Upperkut	Création et développement d’une campagne de mobilisation visant la langue de travail des millénariaux intitulée : pourquoi travailler en français?	337 500 \$
Alliance numérique, réseau de l'industrie numérique du Québec	Promotion et mesures favorisant l’utilisation du français dans l’industrie du jeu vidéo au salon MEGA+MIGS, diffusion du vocabulaire du jeu vidéo, de documents de travail, d’une plateforme de réseautage pour les travailleurs de l’industrie, ainsi que de conférences.	125 000 \$
Association des hôteliers du Québec	Actions et mesures favorisant l’augmentation de l’utilisation du français par les travailleurs dans le domaine du tourisme	100 313 \$
Bois urbain	Création d’un lexique visant les travailleurs de l’industrie du meuble au Québec	40 242 \$
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Création d’un site web de terminologie pour les travailleurs de l'industrie de l'animation 3D et des effets visuels	75 000 \$
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l’affichage public, notamment l’affichage des marques de commerce	52 558 \$
Centre d'intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l’affichage public, notamment l’affichage des marques de commerce	49 823 \$
Chambre de commerce de l’Ouest-de-l’Île de Montréal (CCOIM)	Contribution à l’effort d’information et de sensibilisation des commerçants et des entreprises de son territoire sur le Règlement sur la langue du commerce et des affaires	74 499 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l’affichage public, notamment l’affichage des marques de commerce	70 940 \$

Organisation	Projet	Montant octroyé
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Deux-Montagnes	Campagne sur la qualité du français comme langue de travail, d'accueil et de service: « J'ai le client à cœur! »	175 000 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce	121 680 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Québec	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce	51 530 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent-Mont-Royal	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce	125 000 \$
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	Le français : mieux et ensemble. Sensibilisation et accompagnement des membres dans leurs démarches pour faire du français la langue de leur milieu de travail, au moyen d'une journée de réflexion, de formations des membres de comités de francisation, d'outils portant sur les obligations et sur les ressources linguistiques.	64 709 \$
Conseil canadien du commerce de détail	Sensibilisation auprès des membres, particulièrement les entreprises sous une bannière, en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce, et à l'utilisation du français comme langue de travail, d'accueil, de service, et d'affichage dans le commerce de détail.	75 000 \$
Conseil interprofessionnel du Québec	Encourager les bonnes pratiques auprès des ordres professionnels en matière d'obligations linguistiques	56 415 \$
École de technologie supérieure (ÉTS)	Valorisation du français en entrepreneuriat technologique : Le français pour l'industrie, une idée de génie. Nous sommes prETS! Ce projet est réalisé en collaboration avec le Centech, un organisme fondé par l'ÉTS qui accompagne les entrepreneurs technologiques dans leurs initiatives d'affaires.	300 000 \$
Fondation du Musée de la civilisation	Apprentissage et utilisation de la terminologie française liée aux diverses expositions thématiques du Musée de la civilisation, notamment celle qui s'intitule La tête dans les nuages et qui porte sur l'industrie du numérique, au moyen de bornes interactives installées dans le Musée.	98 250 \$
Fondation pour la langue française	Utilisation du français dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle. Sensibilisation à l'importance de faire des affaires en français par des personnalités d'affaires investissant des réseaux d'entreprises où le français est peu présent, au moyen notamment de conférences, de publications sur le Web et d'une trousse d'outils conçue pour les gestionnaires d'entreprises.	75 000 \$
Impératif français	Je vis en français. Campagne d'intérêt public de promotion du français diffusée dans les médias traditionnels et dans les médias sociaux.	125 000 \$

Organisation	Projet	Montant octroyé
L'Académie du cinéma	Sensibilisation à l'importance de travailler en français au Québec dans l'industrie de la production cinématographique, au moyen d'une campagne de promotion élaborée par un groupe comprenant un linguiste et des travailleurs occupant différents postes dans l'industrie. Des outils promotionnels seront créés et diffusés et la fête Célébrons le cinéma en français se tiendra annuellement.	150 000 \$
L'Effet Boomerang	Parlez-vous français ? Campagne de sensibilisation des jeunes travailleurs de commerces comme les salons de barbier, les salons de tatouage et les salons de coiffure visant à augmenter l'utilisation du français comme langue de travail, d'accueil et de service à la clientèle, notamment au moyen d'un concours menant à choisir une phrase d'accueil et un élément graphique, de capsules vidéo d'entreprises ambassadrices.	122 608 \$
Mouvement Québec français	Trousse d'aide aux commerces. Sensibilisation des entreprises de moins de 50 employés des secteurs du commerce de détail et du tourisme (restauration et hôtellerie) à l'utilisation du français comme langue de travail, d'accueil et de service, par un accompagnement individuel des entreprises, par la création et la diffusion d'une trousse d'outils et par la tenue annuelle d'une activité de reconnaissance.	375 000 \$
Regroupement des cabinets de courtage d'assurance du Québec	Soutenir l'augmentation de l'usage du français au travail au sein des cabinets de courtage du Québec par la mise en place d'une plateforme de travail en français pour les courtiers en assurances des cabinets de moins de 50 employés, dans le but d'augmenter l'utilisation du français dans ce domaine par l'automatisation de procédures et la diffusion d'information aux courtiers.	205 170 \$
Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec (Regroupement des jeunes Chambres de commerce du Québec)	Sensibilisation de jeunes entrepreneurs issus d'entreprises de moins de 50 employés afin d'augmenter l'utilisation du français au travail, dans l'accueil et le service à la clientèle ainsi que dans l'affichage, au moyen d'une formation donnée lors d'une tournée à travers le Québec, de la mise en place d'un service de référencement téléphonique, de la création d'une page Web et de la promotion d'outils linguistiques.	185 000 \$
Réseau Action TI	Actions et mesures favorisant la promotion de l'utilisation du français par les travailleurs des secteurs des technologies de l'information et des communications tels que la sensibilisation aux règles de conformité, la création d'une page web, la diffusion de différents outils dans des événements et dans les réseaux de communication de ces secteurs.	249 750 \$
SDC Quartiers du Canal	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce	40 088 \$

Organisation	Projet	Montant octroyé
Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie	Sensibilisation des établissements touristiques de la Mauricie et des associations de commerçants à l'importance d'utiliser le français comme langue d'accueil, notamment dans les formules de salutation, comme langue de service, dans l'affichage, ainsi que dans les noms des produits et des activités	64 211 \$
Télévision Rive-Sud (TVRS)	Utilisation d'une terminologie française au travail en production télévisuelle. Création d'un lexique francophone de la production audiovisuelle regroupant 500 termes techniques spécifiques à la production et à la réalisation télévisuelles.	43 949 \$
Université de Montréal	Vers un élargissement du concours d'éloquence « Délie ta langue! » visant à renforcer les compétences en français liées à la prise de parole en public, en français, chez les étudiants.	235 231 \$
TOTAL		3 864 466 \$

Dans le cadre du Programme de soutien aux partenariats en francisation, une aide financière totalisant 294451 \$ a été allouée aux 18 projets suivants en 2019-2020 (données au 31 mars 2020). Ce programme permet de financer la réalisation de projets de promotion du français pouvant aller jusqu'à 40 000 \$ d'une durée maximale d'un an.

Organisation	Projet	Montant octroyé
Alliance éventuelle	Concours de français : conjuguons lire et écrire, 11e édition	950 \$
Association pour le soutien et l'usage de la langue française	Jouer contre les maux des mots et avec les mots pour prévenir une épidémie de mauvais mots	35 650 \$
Association Québec-France Sherbrooke-Estrie	Tourismots - Promotion du français dans les communications publiques et dans le domaine du tourisme	21 340 \$
Centre d'intégration multi-services de l'ouest de l'île	Soirée annuelle de la promotion du français dans le cadre de la semaine de la Francofête 2019	7 670 \$
Chambre de commerce de l'Ouest-de-l'Île de Montréal	Accolades 2019, catégorie francisation	9 319 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Sondage de perception à l'égard de la situation du français à Montréal	25 000 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve (Centre collégial de développement de matériel didactique)	Francojeu des Cégeps 2020 - (Francofête)	500 \$
Fédération des chambres de commerce du Québec	Mercuriades 2020	35 000 \$
Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec	Sensibilisation à des enjeux linguistiques par la promotion d'initiatives du milieu qui favorisent la vitalité du français	21 334 \$
La société nationale des Québécoises et Québécois, région des Laurentides	Prix d'excellence Gaston-Miron	400 \$
L'Association des bibliothèques publiques du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Dictée des écrivains Hydro-Québec 2020	600 \$
Réseau Action TI - Datavore	Le français dans les TI - à Datavore	15 000 \$
Réseau Action TI - JIQ 2019	Sensibilisation à des enjeux linguistiques par la promotion d'initiatives du milieu qui favorisent la vitalité du français	20 000 \$
Réseau Action TI - OCTAS	Le français dans les TI - OCTAS	20 000 \$

Cahier explicatif des crédits 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers (troisième groupe d'opposition)

Langue française

Organisation	Projet	Montant octroyé
Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie	Les journées de la langue	5 784 \$
Université de Montréal (Bureau de valorisation de la langue française et de la Francophonie)	Promotion d’une initiative de l’UdeM sous forme de matériel pédagogique en français sur objectif spécifique (FOS) pour répondre à l’enjeu linguistique de l’intégration des étudiants-chercheurs	39 954 \$
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)	Semaine du français - diverses activités linguistiques dans le cadre de la Francofête	950 \$
Université Laval - Faculté des lettres et des sciences humaines	Développement, valorisation et promotion du Trésor de la langue française au Québec	35 000 \$
TOTAL		294 451 \$

RP59. Liste des actions de sensibilisation et d'information entreprises auprès des jeunes francophones de moins de 25 ans et des personnes immigrantes sur l'utilisation du français en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Dans le but de sensibiliser les jeunes et les personnes immigrantes à l'utilisation du français, le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française (Secrétariat) a soutenu les organismes suivants :

1. L'Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ), à qui il a accordé une aide financière de 120 000 \$, en 2019-2020 pour la réalisation de son programme *Parlez-moi d'une langue !*

Créé en 1997, le programme s'adresse aux établissements d'enseignement collégial publics et privés du Québec, y compris aux collèges anglophones qui offrent des cours de littérature québécoise d'expression française ; ainsi que les universités québécoises.

Ce programme permet à des écrivains et autres spécialistes de la communication orale et écrite de transmettre leur passion pour la langue française à des étudiants des établissements d'enseignement postsecondaires.

Les principaux objectifs du programme sont les suivants :

- Promouvoir et valoriser la qualité du français écrit et oral auprès des étudiants des établissements d'enseignement collégial et universitaire ;
 - Témoigner de l'importance de la maîtrise de la langue dans l'acte de communication ;
 - Inciter les étudiants à lire des œuvres d'auteurs québécois d'expression française ;
 - Encourager l'utilisation et la maîtrise de la langue française dans les domaines où elle est en concurrence directe avec d'autres langues.
2. Mouvement Québec français, à qui il a accordé une aide financière de 2 000 000 \$ en 2019-2020 pour le soutenir dans la réalisation d'un ensemble de projets, en collaboration avec des organismes à but non lucratif partenaires. Ces projets poursuivent les objectifs suivants :
 - Promouvoir la langue française, en tant que langue officielle du Québec et langue commune
 - Promouvoir les droits linguistiques auprès des jeunes et des nouveaux arrivants ;
 - Sensibiliser les jeunes et les nouveaux arrivants à l'importance d'utiliser le français au travail, dans l'espace public et comme consommateurs
 - Valoriser la langue française en mettant l'accent sur la valeur ajoutée que confère l'usage du français sur les plans personnel, professionnel ou social.
 3. Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), avec laquelle une entente de 1,56 M\$ a été conclue afin qu'elle poursuive sa démarche de jumelage linguistique sur le territoire métropolitain. Ce programme consiste à jumeler des commerçants de proximité à des étudiants de différentes universités de la métropole spécialisés en enseignement du français qui se déplacent chez les commerçants à raison de deux heures par semaine, pour des ateliers de conversation en français adaptés à leur contexte et à leurs besoins. Pour l'année 2019-2020, il y a eu plus de 900 jumelages avec 522 commerçants, permettant à 88 % des apprenants de progresser d'un niveau sur l'Échelle québécoise des niveaux de compétence en français. La très grande majorité de ces commerçants sont des personnes issues de l'immigration connaissant peu ou pas le français. La majorité de ces commerces sont situés dans les arrondissements et territoires suivants : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Villeray-Parc-Extension, Saint-Laurent et Ville-Marie ainsi que Laval, Longueuil et Brossard.

Office québécois de la langue française

Des projets financés dans le cadre des programmes de subvention de l'Office québécois de la langue française comprennent des actions de sensibilisation auprès des jeunes et des personnes immigrantes.

Dans le programme Le français, au cœur de nos ambitions, les jeunes de 18 à 35 ans sont une clientèle privilégiée, et ils sont ciblés spécifiquement par 10 projets approuvés en 2019-2020. Dans le Programme de soutien aux partenariats en francisation, cinq projets visent les jeunes.

Programme Le français, au cœur de nos ambitions Projets approuvés en 2019-2020 visant les jeunes		
	Organisation	Projet
1	9096-8645 Québec inc. Upperkut	Création et développement d’une campagne de mobilisation visant la langue de travail des millénariaux intitulée « Pourquoi travailler en français? ». Les millénariaux sont les personnes nées entre 1982 et 2005 selon <i>Le grand dictionnaire terminologique</i> .
2	Alliance numérique, réseau de l’industrie numérique du Québec	Promotion et mesures favorisant l’utilisation du français dans l’industrie du jeu vidéo, qui compte une grande proportion de jeunes travailleurs, au salon MEGA+MIGS, diffusion du vocabulaire du jeu vidéo, de documents de travail, d’une plateforme de réseautage pour les travailleurs de l’industrie, ainsi que de conférences.
3	Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Création d’un site Web de terminologie pour les travailleurs de l’industrie de l’animation 3D et des effets visuels, qui compte une grande proportion de jeunes travailleurs.
4	École de technologie supérieure (ETS)	Valorisation du français en entrepreneuriat technologique : Le français pour l’industrie, une idée de génie. Nous sommes prETS! Ce projet cible les étudiants en génie et les entreprises en démarrage, et il est réalisé en collaboration avec le Centech, un organisme fondé par l’ÉTS qui accompagne les entrepreneurs technologiques dans leurs initiatives d’affaires.
5	Fondation du Musée de la civilisation	Apprentissage et utilisation de la terminologie française liée aux diverses expositions thématiques du Musée de la civilisation, notamment celle qui s’intitule La tête dans les nuages et qui porte sur l’industrie du numérique, au moyen de bornes interactives installées dans le Musée. Ce projet cible en particulier les jeunes, qui utilisent de plus en plus fréquemment un vocabulaire anglophone.
6	Impératif français	Je vis en français. Campagne d’intérêt public de promotion du français diffusée dans les médias traditionnels et dans les médias sociaux, dont l’un des thèmes est « Je travaille en français ». Un volet du projet consiste à diffuser des vidéos, dans les réseaux sociaux, afin de joindre les jeunes.
7	L’Académie du cinéma	Sensibilisation à l’importance de travailler en français au Québec dans l’industrie de la production cinématographique, au moyen d’une campagne de promotion élaborée par un groupe comprenant un linguiste et des travailleurs occupant différents postes dans l’industrie. Des outils promotionnels seront créés et diffusés et la fête Célébrons le cinéma en français se tiendra annuellement. Ce projet de sensibilisation à l’importance de travailler en français dans les différents métiers du cinéma vise spécifiquement les jeunes.
8	L’Effet Boomerang	Parlez-vous français? Campagne de sensibilisation des jeunes travailleurs de commerces comme les salons de barbier, les salons de tatouage et les salons de coiffure visant à augmenter l’utilisation du français comme langue de travail, d’accueil et de service à la clientèle, notamment au moyen d’un concours menant à choisir une phrase d’accueil et un élément graphique, de capsules vidéo d’entreprises ambassadrices.
9	Regroupement des jeunes gens d’affaires du Québec (Regroupement des jeunes Chambres de commerce du Québec)	Sensibilisation de jeunes entrepreneurs issus d’entreprises de moins de 50 employés afin d’augmenter l’utilisation du français au travail, dans l’accueil et le service à la clientèle ainsi que dans l’affichage, au moyen d’une formation donnée lors d’une tournée à travers le Québec, de la mise en place d’un service de référencement téléphonique, de la création d’une page Web et de la promotion d’outils linguistiques.
10	Université de Montréal	Vers un élargissement du concours d’éloquence « Délie ta langue! » visant à renforcer les compétences en français liées à la prise de parole en public, en français, chez les étudiants.

Programme de soutien aux partenariats en francisation Projets approuvés en 2019-2020 visant les jeunes		
	Organisation	Projet
1	Collège d’enseignement général et professionnel de Maisonneuve (Centre collégial de développement de matériel didactique)	Francojeu des cégeps 2020 - (Francofête). Le projet cible les étudiants des cégeps.
2	L’ Association des bibliothèques publiques du Saguenay–Lac-Saint-Jean	Dictée des écrivains Hydro-Québec 2020. Tenue d’une dictée et récompense de participants dans trois catégories d’âges : 9 à 11 ans; 12 à 15 ans et 16 ans et plus.
3	Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie	Les journées de la langue. Les activités visent notamment les étudiants du secondaire.
4	Université de Montréal (Bureau de valorisation de la langue française et de la Francophonie)	Promotion d’une initiative de l’Université de Montréal sous forme de matériel pédagogique en français sur objectif spécifique (FOS) pour répondre à l’enjeu linguistique de l’intégration des étudiants-chercheurs. Le projet cible les étudiants-chercheurs de l’Université de Montréal.
5	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Semaine du français – diverses activités linguistiques dans le cadre de la Francofête. Le projet cible les étudiants de l’Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Cinq projets approuvés en 2019-2020 visent spécifiquement les personnes immigrantes.

Programme Le français, au cœur de nos ambitions Projets approuvés en 2019-2020 visant les immigrants		
	Organisation	Projet
1	Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Site Web de terminologie pour l’industrie de l’animation 3D et des effets visuels, qui compte une grande proportion de travailleurs recrutés à l’étranger.
2	Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.)	Le français : mieux et ensemble. Sensibilisation et accompagnement des membres dans leurs démarches pour faire du français la langue de leur milieu de travail, au moyen d’une journée de réflexion, de formations des membres de comités de francisation, d’outils portant sur les obligations et sur les ressources linguistiques. L’un des moyens d’action du projet consiste à diffuser une brochure comprenant des ressources pour les syndicats de travailleurs qui connaissent des problèmes d’alphabétisation et de francisation.
3	Impératif français	Je vis en français. Campagne d’intérêt public de promotion du français diffusée dans les médias traditionnels et dans les médias sociaux. L’une des trois campagnes du projet, « Je parle en français », vise spécifiquement les immigrants.

Programme de soutien aux partenariats en francisation Projets approuvés en 2019-2020 visant les immigrants		
	Organisation	Projet
1	Centre d’intégration multi-services de l’Ouest-de-l’Île	Soirée annuelle de la promotion du français dans le cadre de la semaine de la Francofête 2019. Il s’agit d’un organisme d’intégration des immigrants, et l’une des conférences qui a été donnée dans le cadre du projet traitait du français comme dénominateur commun pour les Québécois de toutes origines.
2	Université de Montréal (Bureau de valorisation de la langue française et de la Francophonie)	Promotion d’une initiative de l’Université de Montréal sous forme de matériel pédagogique en français sur objectif spécifique (FOS) pour répondre à l’enjeu linguistique de l’intégration des étudiants-chercheurs. Les étudiants-chercheurs visés sont des étudiants non francophones, notamment parmi les immigrants.

De plus, l’Office a sensibilisé les francophones de moins de 25 ans en organisant la deuxième édition de son concours de créativité lexicale. Ce concours invite les enseignants et les enseignantes de français des écoles secondaires du Québec et leurs élèves à proposer des mots nouveaux pour désigner des réalités pour lesquelles il n’existe pas encore de dénomination en français. Dans le cadre de ce concours,

l'Office met à la disposition du personnel enseignant des activités pédagogiques qui guident les élèves dans la création de nouveaux mots.

L'Office rend disponible aux personnes immigrantes des vocabulaires qui rendent compte de la terminologie de base des soins infirmiers, du courtage immobilier et de la comptabilité, des secteurs d'activité dans lesquels les besoins des personnes immigrantes dont le français n'est pas la langue maternelle sont grands.

Les ressources proposées par l'Office comprennent des fichiers sonores qui permettent aux personnes apprenantes en soins infirmiers de se familiariser avec la prononciation des mots ainsi que des exercices interactifs. Une série d'exercices a été conçue à l'intention des personnes qui souhaitent améliorer leurs compétences en français.

De même, un vocabulaire de l'immigration a été produit afin de favoriser la bonne compréhension des différents concepts liés à l'immigration et pour assurer une communication optimale entre les autorités compétentes et les personnes souhaitant immigrer au Québec.

RP60. Liste des actions entreprises auprès des personnes immigrantes afin de favoriser l’utilisation du français dans les milieux de travail, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Afin de favoriser l’utilisation du français dans les milieux de travail, le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française a accordé une aide financière de 1 560 000 \$ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), en 2019-2020, pour la réalisation du programme de jumelage linguistique commerçants-étudiants intitulé « Bonjour, j’apprends le français ».

Il s’agit d’un programme de mentorat linguistique qui vise à développer les compétences linguistiques de commerçants de proximité parlant peu ou pas français, ainsi qu’à valoriser l’usage du français dans l’espace public, notamment comme langue d’accueil et de service dans des commerces de proximité du territoire de la région métropolitaine de Montréal. Le programme s’adresse en priorité à ceux parmi eux qui ne pourraient se prévaloir de l’offre gouvernementale de francisation « extra-muros » sans avoir à fermer boutique.

Le programme consiste à jumeler des commerçants à des étudiants de différentes universités de la métropole spécialisés en enseignement du français qui se déplacent chez les commerçants à raison de deux heures par semaine, pour des ateliers de conversation en français adaptés à leur contexte et à leurs besoins.

En 2019-2020, 522 commerçants de plusieurs arrondissements de la région métropolitaine, dont Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Villeray–Parc-Extension, Saint-Laurent et Ville-Marie, ont pu bénéficier du jumelage linguistique ; ainsi qu’à Laval, Longueuil et Brossard.

Office québécois de la langue française

Des projets financés dans le cadre des programmes de subvention de l’Office québécois de la langue française comprennent des actions visant à favoriser l’utilisation du français auprès des personnes immigrantes.

En 2019-2020, 264 709 \$ ont été octroyés dans le cadre de 3 projets visant spécifiquement les immigrants et les immigrantes dans le cadre du programme Le français, au cœur de nos ambitions, et 47 624 \$ ont été alloués à 2 projets visant cette clientèle dans le cadre du Programme de soutien aux partenariats en francisation, pour un total de 312 333 \$ et de 5 projets (données au 31 mars 2020). Le programme permet le versement d’une aide financière n’excédant pas 225 000 \$ par année financière pour des projets d’une durée maximale de 36 mois.

Programme Le français, au cœur de nos ambitions Projets approuvés en 2019-2020 visant les immigrants				
	Organisation	Région	Projet	Aide financière octroyée
1	Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Tout le Québec	Création d’un site Web de terminologie pour les travailleurs l’industrie de l’animation 3D et des effets visuels, qui compte une grande proportion de travailleurs recrutés à l’étranger.	75 000 \$
2	Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.)	Tout le Québec	Le français : mieux et ensemble. Sensibilisation et accompagnement des membres dans leurs démarches pour faire du français la langue de leur milieu de travail, au moyen d’une journée de réflexion, de formations des membres de comités de francisation, d’outils portant sur les obligations et sur les ressources linguistiques. L’un des moyens d’action du projet consiste à diffuser une brochure comprenant des ressources pour les syndicats de travailleurs qui connaissent des problèmes d’alphabétisation et de francisation.	64 709 \$

Programme Le français, au cœur de nos ambitions Projets approuvés en 2019-2020 visant les immigrants				
	Organisation	Région	Projet	Aide financière octroyée
3	Impératif français	Tout le Québec	Je vis en français. Campagne d'intérêt public de promotion du français diffusée dans les médias traditionnels et dans les médias sociaux, dont l'un des thèmes est « Je travaille en français ». L'une des trois campagnes du projet, « Je parle en français », vise spécifiquement les immigrants.	125 000 \$
TOTAL				264 709 \$

Programme de soutien aux partenariats en francisation Projets approuvés en 2019-2020 visant les immigrants				
	Organisation	Région	Projet	Aide financière octroyée
1	Centre d'intégration multi-services de l'Ouest-de-l'Île	(06) Montréal	Soirée annuelle de la promotion du français dans le cadre de la semaine de la Francofête 2019. Il s'agit d'un organisme d'intégration des immigrants, et l'une des conférences qui a été donnée dans le cadre du projet traitait du français comme dénominateur commun pour les Québécois de toutes origines.	7 670 \$
2	Université de Montréal (Bureau de valorisation de la langue française et de la Francophonie)	(06) Montréal	Promotion d'une initiative de l'Université de Montréal sous forme de matériel pédagogique en français sur objectif spécifique (FOS) pour répondre à l'enjeu linguistique de l'intégration des étudiants-chercheurs. Les étudiants-chercheurs visés sont des étudiants non francophones.	39 954 \$
TOTAL				47 624 \$

De plus, l'Office a mis à la disposition des personnes immigrantes des outils pour favoriser leur utilisation du français en milieu de travail : deux vocabulaires des soins infirmiers (l'un pour les infirmiers et infirmières et l'autre pour les infirmiers et infirmières auxiliaires) et de capsules Ces ressources comprennent des fichiers sonores qui permettent aux personnes apprenantes en soins infirmiers de se familiariser avec la prononciation des mots et des exercices interactifs qui leur offrent d'apprendre plus facilement à accorder les noms. Une série d'exercices similaire a également été conçue à l'intention de toutes les personnes qui souhaitent améliorer leurs compétences en français. De plus, deux vocabulaires qui reflètent la terminologie de base utilisée dans les milieux de la comptabilité et du courtage immobilier ont été diffusés.

Pour soutenir les secteurs d'activité dans lesquels le français est moins utilisé, l'Office a produit des vocabulaires des domaines de l'édition de logiciels et du traitement de données, qui sont maintenant disponibles. De même, un vocabulaire de l'immigration a été produit afin de favoriser la bonne compréhension des différents concepts liés à l'immigration et pour assurer une communication optimale entre les autorités compétentes et les personnes souhaitant immigrer au Québec.

RP61. Liste des actions entreprises pour promouvoir les cégeps francophones auprès des jeunes de moins de 25 ans et des personnes immigrantes. Montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française appuie l'Union des écrivaines et des écrivains du Québec pour le projet « Parlez-moi d'une langue! » (120 000 \$) qui permet aux spécialistes de la communication écrite ou orale de témoigner de l'importance d'une bonne maîtrise de la langue française auprès des étudiantes et étudiants dans les établissements collégiaux et universitaires du Québec. Ces conférenciers doivent aussi témoigner des avantages que procurent l'utilisation et la maîtrise de la langue française sur les plans personnels et professionnels.

Office québécois de la langue française

L'Office québécois de la langue française ne fait pas de promotion en lien avec la fréquentation d'établissements d'enseignement.

RP62. Liste des mesures contraignantes mises en place en 2019-2020 pour assurer l'utilisation du français comme seule langue de travail dans les entreprises québécoises, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

La *Charte de la langue française* comporte des dispositions créant des infractions pénales que l'Office s'assure de faire respecter. Pour ce faire, l'Office mène des enquêtes et des inspections à la suite d'une plainte mais aussi de sa propre initiative. Des mises en demeure sont transmises aux entreprises qui ne se conforment pas aux exigences de la Charte avant de transmettre un dossier au Directeur des poursuites criminelles et pénales.

Les entreprises inscrites à l'Office doivent également respecter un ensemble de mesures pour se conformer aux dispositions de la Charte. Un certificat de francisation est délivré aux entreprises qui ont généralisé l'utilisation du français. Celles-ci doivent transmettre à l'Office un rapport triennal attestant du maintien de l'utilisation généralisée du français et pouvant donner lieu à des mesures de correction, au besoin. Finalement, les entreprises employant 100 personnes ou plus ont l'obligation de constituer un comité de francisation d'au moins six membres, dont la moitié représente les travailleurs. Ce comité doit se réunir au moins une fois tous les six mois.

RP63. Nombre d'entreprises inscrites à l'OQLF qui ne détiennent pas le certificat de francisation attestant que le français est la langue d'usage normal et habituelle du travail, du commerce et des affaires en 2019-2020.

Office québécois de la langue française

Au 31 mars 2020, 1 307 des 7 527 entreprises inscrites à l'Office québécois de la langue française ne détenaient pas de certificat de francisation.

RP64. Liste des mesures initiées afin d’augmenter le nombre d’entreprises détenant le certificat de francisation attestant que le français est la langue d’usage normal et habituelle du travail, du commerce et des affaires, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

L’Office québécois de la langue française accompagne et conseille les entreprises inscrites à l’Office dans leur démarche de francisation visant l’obtention d’un certificat de francisation, partout au Québec. Lorsqu’une entreprise doit mettre en œuvre des mesures de francisation pour atteindre les objectifs prévus par la *Charte de la langue française*, l’Office l’aide à élaborer son programme de francisation, fait un suivi des mesures prévues et s’assure du respect des échéances afin qu’elle obtienne son certificat de francisation.

Un partenariat a été établi avec le Registraire des entreprises du Québec (REQ) afin que chaque nouvelle entreprise inscrite au registre reçoive un feuillet numérique fournissant différentes informations, notamment sur l’inscription à l’Office. Ces feuillets ont aussi été offerts dans les présentoirs libre-service de Service-Canada.

Aussi en 2019-2020, l’Office a communiqué par voie postale avec quelques 12 500 entreprises. Ces entreprises, récemment inscrites auprès du REQ, ont reçu un document synthèse des obligations pour faire des affaires en français au Québec et des ressources disponibles pour les accompagner. Parmi les sujets traités, les entreprises visées étaient informées qu’elles devaient s’inscrire auprès de l’Office si elles employaient plus de 50 personnes pendant plus de six mois.

Mesure	Région	Coût
Production, impression et envoi massif du feuillet d’information	Tout le Québec	17 362 \$

RP65. Liste des actions de sensibilisation et d’information ciblées menées par l’OQLF pour l’accueil et les services en français dans les commerces et leurs coûts ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

Le personnel de l’Office conseille les entreprises de 50 employés ou plus dans leur démarche de francisation. Cet accompagnement porte également sur la sensibilisation à l’égard de l’importance d’offrir un accueil ainsi que des services en français.

À la suite de la réception d’une plainte relative à la langue de service, l’Office québécois de la langue française informe l’entreprise concernée du droit des consommateurs d’être informés et servis en français. Il offre également l’accompagnement nécessaire pour la correction des situations non conformes à la *Charte de la langue française*.

Les subventions attribuées en 2019-2020 par l’Office à des organismes dans le cadre du programme d’aide financière pour la promotion du français, Le français, au cœur de nos ambitions, permettent la réalisation de plusieurs projets de sensibilisation portant sur l’utilisation du français, notamment sur le plan de l’accueil et des services, auprès des entreprises de moins de 50 employés. L’aide financière accordée à cette fin en 2019-2020 s’élève à 1 316 047 \$ pour des projets d’une durée de neuf à trente-six mois.

Organisation	Description du projet
9096-8645 Québec inc. (Upperkut)	Création et développement d’une campagne de mobilisation visant la langue de travail, d’accueil et de service des millénariaux intitulée : pourquoi travailler en français? Aide financière de 337 500 \$ accordée pour un projet de trente-six mois.
Association des hôteliers du Québec	Actions et mesures favorisant l’augmentation de l’utilisation du français par les travailleurs dans le domaine du tourisme, notamment dans l’accueil et le service. Aide financière de 100 313 \$ pour un projet de neuf mois.
Conseil canadien du commerce de détail	Sensibilisation auprès des membres, particulièrement les entreprises sous une bannière, en ce qui a trait à l’affichage public, notamment l’affichage des marques de commerce, et à l’utilisation du français comme langue de travail, d’accueil, de service, et d’affichage dans le commerce de détail. Aide financière de 75 000 \$ accordée pour un projet de douze mois.
Conseil interprofessionnel du Québec	Encourager les bonnes pratiques auprès des ordres professionnels en matière d’obligations linguistiques, notamment en ce qui a trait à l’accueil et au service en français. Aide financière de 56 415 \$ accordée pour un projet de douze mois.
L’Effet Boomerang	Parlez-vous français? Campagne de sensibilisation des jeunes travailleurs de commerces comme les salons de barbier, les salons de tatouage et les salons de coiffure visant à augmenter l’utilisation du français comme langue de travail, d’accueil et de service à la clientèle, notamment au moyen d’un concours menant à choisir une phrase d’accueil et un élément graphique, de capsules vidéo d’entreprises ambassadrices. Aide financière de 122 608 \$ accordée pour un projet de douze mois.
Mouvement Québec français	Trousse d’aide aux commerces. Sensibilisation des entreprises de moins de 50 employés des secteurs du commerce de détail et du tourisme (restauration et hôtellerie) à l’utilisation du français comme langue de travail, d’accueil et de service, par un accompagnement individuel des entreprises, par la création et la diffusion d’une trousse d’outils et par la tenue annuelle d’une activité de reconnaissance. Aide financière de 375 000 \$ accordée pour un projet de trente-six mois.

Organisation	Description du projet
Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec (Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec)	Sensibilisation de jeunes entrepreneurs issus d'entreprises de moins de 50 employés afin d'augmenter l'utilisation du français au travail, dans l'accueil et le service à la clientèle ainsi que dans l'affichage, au moyen d'une formation donnée lors d'une tournée à travers le Québec, de la mise en place d'un service de référencement téléphonique, de la création d'une page Web et de la promotion d'outils linguistiques. Aide financière de 185 000 \$ accordée pour un projet de vingt-quatre mois.
Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie	Sensibilisation des établissements touristiques de la Mauricie et des associations de commerçants à l'importance d'utiliser le français comme langue d'accueil, notamment dans les formules de salutation, comme langue de service, dans l'affichage, ainsi que dans les noms des produits et des activités. Aide financière de 64 211 \$ accordée pour un projet de quatorze mois.

RP66. Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la *Charte de la langue française* touchant la langue de travail ainsi que les recours pour assurer le respect de ces dispositions, leurs coûts, et les prévisions 2020-2021.

Office québécois de la langue française

De nombreuses actions ont été réalisées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin qu'ils connaissent mieux les dispositions de la *Charte de la langue française* :

- Le personnel de l'Office québécois de la langue française accompagne les entreprises de 50 employés ou plus dans leur démarche de francisation. Le personnel accompagne les comités de francisation des entreprises de 100 employés ou plus dans l'exercice de leurs responsabilités.
- Le personnel de l'Office accompagne les entreprises dans la correction des situations non conformes à la *Charte*.
- L'Office offre un service de renseignements généraux aux travailleurs qui veulent s'informer sur les obligations des employeurs en matière linguistique ou sur toute question relative à l'application de la *Charte*.
- L'Office participe à différents salons, dont l'événement TAG □ Le commerce à l'ère numérique du Conseil québécois du commerce de détail (CQCD), ou encore le Grand rendez-vous santé et sécurité du travail de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), où il rencontre des employeurs et des travailleurs de différents milieux des affaires. Il fournit des informations sur les dispositions de la *Charte*, dont la langue du travail. Les dispositions de la *Charte* ainsi que les services de l'Office sont présentés lors de la rencontre annuelle des comités de francisation organisée par la FTQ.
- L'Office fait la promotion des guides d'information qu'il a publiés pour faciliter la compréhension des entreprises en ce qui concerne leurs obligations linguistiques :
 - *Le français, langue du travail, du commerce et des affaires au Québec* □ *Les obligations des entreprises relatives à la Charte de la langue française*;
 - *Le français, langue du commerce et des affaires au Québec* □ *Les obligations des entreprises relativement aux produits offerts au Québec*;
 - *Affichage des marques de commerce* □ *Les obligations des entreprises relativement à l'affichage extérieur d'une marque de commerce uniquement dans une autre langue que le français*.

Plusieurs partenaires diffusent sur leur plateforme Web les hyperliens des guides d'information produits par l'Office, notamment :

- le Registraire des entreprises du Québec (REQ);
- Services Québec (portail Entreprises Québec);
- le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD);
- l'Association québécoise de l'industrie de l'enseigne (AQIE);
- l'Association des restaurateurs du Québec (ARQ)
- le Réseau Action TI;
- des chambres de commerce partenaires.

RP67. Nombre d’immigrants parlant déjà le français admis au Québec depuis les cinq dernières années, et les prévisions d’admission pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

La réponse figure à la question 161 des renseignements particuliers de la troisième opposition du ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration.

RP68. Détails et coût de la campagne visant à mieux faire connaître l'ensemble des programmes gouvernementaux touchant la francisation afin de joindre toutes les clientèles potentielles, leurs coûts, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française n'a pas mené de campagne visant à mieux faire connaître l'ensemble des programmes gouvernementaux touchant la francisation en 2019-2020. Cette mission impartit aux ministères et organismes administrant l'offre de services en francisation du gouvernement du Québec.

RP69. Bilan de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015. Nombre de réunions tenues, les dates et les procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au comité directeur et copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Bilan de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2016 :

La Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal couvrait initialement la période du 1er novembre 2013 au 31 octobre 2015. À la suite d'une décision du comité directeur, elle s'est prolongée jusqu'au 31 mars 2016. Le bilan complet et final a été déposé et publié au printemps 2017.

La Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2016 a pris fin le 31 mars 2016. Elle a été remplacée depuis par la nouvelle Stratégie partenariale de promotion et de valorisation de la langue française 2016-2021 dont le lancement officiel a été fait en décembre 2016.

Le bilan de cette stratégie sera fait en 2021-2022.

RP70. Liste et copie des contrats octroyés pour l’achat ou le développement de logiciels. Mode d’octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2019-2020, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Aucun.

Conseil supérieur de la langue française

Aucun.

Office québécois de la langue française

Description	Montant	Mode d’octroi des contrats
Visual Studio Professionnel 2019	5 843 \$	Contrat négocié (CSPQ Softchoice)
Windows Entreprise + assurance	4 780 \$	Contrat négocié (CSPQ Softchoice)
Serveur Azure DevOps + assurance	583 \$	Contrat négocié (CSPQ Softchoice)
NVivo 12 Plus	5 410 \$	Gré à gré (Softchoice)
MS Visio Standard	498 \$	Contrat négocié (CSPQ Softchoice)
Windows 10 Pro	844 \$	Contrat négocié (CSPQ Softchoice)
CAL utilisateur Azure DevOps + assurance	6 632 \$	Contrat négocié (CSPQ Softchoice)
MS Office Professionnel Plus 2016	8 592 \$	Contrat négocié (CSPQ Softchoice)
MS Visio Professionnel	954 \$	Contrat négocié (CSPQ Softchoice)
Antidote 10 + assurance	5 589 \$	Gré à gré (Druide)
Windows Serveur Standard 16 cœurs + assurance	4 501 \$	Contrat négocié (CSPQ Softchoice)
Licence IBM SPSS + assurance	10 550 \$	Contrat négocié (CSPQ – Micro Logic)

RP71. Évolution annuelle, depuis 2008, du nombre d’employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour :

- a. Office québécois de la langue française ;
 - i. Ventiler les employés selon le poste occupé ;
- b. Conseil supérieur de la langue française (CSLF) ;
 - i. Ventiler les employés selon le poste occupé ;
- c. Secrétariat à la politique linguistique (SPL) ;
 - i. Ventiler les employés selon le poste occupé.

a) Office québécois de la langue française

Les renseignements budgétaires sont inscrits dans les livres des crédits 2019-2020 des ministères et organismes.

Effectif autorisé	Au 31 mars 2020
Hors cadre	1
Cadre	16
Professionnel	157
Technicien et assimilé	41
Personnel de bureau et assimilé	26
TOTAL	241*

*440 653 heures rémunérées, soit 241 ETC transposés.

b) Conseil supérieur de la langue française

Effectif autorisé	Au 31 mars 2020
Hors cadre	1
Cadre	1
Professionnel	1
Technicien et assimilé	1
Fonctionnaire	1
TOTAL	5

Masse salariale : 770 400 \$

Budget de fonctionnement : 424 600 \$

c) Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

La réponse figure à la question 15 des réponses aux renseignements généraux du ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration.

RP72. Pour chaque programme d’aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquer le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2019-2020, ainsi que l’évolution depuis 2008 :

- a. Secrétariat à la politique linguistique ;
- b. Office québécois de la langue française ;
- c. Conseil supérieur de la langue française.

a) Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Liste des programmes d'aide financière 2019-2020 au 31 mars 2020			
Programme d'aide financière	nombre de demandes reçues	nombre de demandes acceptées	Montants octroyés (000 \$)
Autres interventions en promotion du français	10	4	103,990
Programme de promotion du français lors d'activités culturelles	45	27	377, 945
Fonds de promotion et de valorisation de la langue française	98	39	1 439, 253
Total	153	70	1 921,188

b) Office québécois de la langue française

Liste des programmes d'aide financière 2019-2020 au 31 mars 2020			
Programme d'aide financière	nombre de demandes reçues	nombre de demandes acceptées	Montants octroyés (000 \$)
Programme d’aide financière pour la promotion du français : « le français, au cœur de nos ambitions »	63	30	3 864,466
Programme de soutien aux partenariats en francisation	22	18	294,451
Total	85	48	4 158,917

c) Conseil supérieur de la langue française

Le Conseil supérieur de la langue française n’offre pas de programme d'aide financière.

RP73. Pour chaque demande d’aide financière concernant la langue française acceptée en 2019-2020 : a. Nom du demandeur ou du projet ; b. Secteur d’intervention ; c. Objectifs visés par la demande d’aide ; d. Aide financière octroyée.
--

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Programme de promotion du français lors d’activités culturelles			
Demandeur	Secteur d’intervention	Objectifs visés	Montant accordé
La Rencontre théâtre-ados	Milieu culturel	Réalisation du projet : Plaisir de la culture en français	22 500 \$
Festival de l'Outaouais en fête	Milieu culturel	Réalisation du projet : Mise en valeur du français par le biais d'activités culturelles et artistiques	22 500 \$
Le vent dans les Arts	Milieu culturel	Réalisation du projet: L'ESTRIE EN 50 CHANSONS FRANCOPHONES	10 400 \$
Regroupement Interculturel Drummond	Milieu culturel	Réalisation du projet: Approprions-nous le français!	17 600 \$
L'Orchestre symphonique de Laval 1984 inc	Milieu culturel	Réalisation du projet: Au gré du chant	1 950 \$
Festival international de la chanson de Granby	Milieu culturel	Réalisation du projet : Jamais Trop Tôt	22 500 \$
Camp des Arts Créations Etc	Milieu culturel	Réalisation du projet: Le Camp des Arts chante en français!	18 320 \$
L'Institut Canadien de Québec	Milieu culturel	Réalisation du projet: La dictée de la rentrée avec Marie-Renée Lavoie	9 634 \$
Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière	Milieu culturel	Réalisation du projet: Nous sommes Montréal	19 800 \$
Objectif Scène	Milieu culturel	Réalisation du projet: Spectacles et ateliers culturels	18 000 \$
Bibliothèque municipale de Beloeil	Milieu culturel	Réalisation du projet: C'est la faute à...	2 255 \$
Centre de Services et d'Intégration des Minorités Culturelles	Milieu culturel	Réalisation du projet: Le Ralliement des Jeunes à la promotion du Français	20 300 \$
Cité des arts du cirque	Milieu culturel	Réalisation du projet: Contes dans le parc	22 500 \$
MA, Musée d'art	Milieu culturel	Réalisation du projet: Poésie interculturelle	12 500 \$
Société pour la promotion d'événements culturels du Haut-Richelieu	Milieu culturel	Réalisation du projet: L'art du mot juste	22 500 \$
Bibliothèque de la Ville de Boisbriand	Milieu culturel	Réalisation du projet: Je Rap	2 000 \$
Municipalité régionale de comté de Charlevoix	Milieu municipal	Réalisation du projet: Je te présente mon Charlevoix en chanson	2 826 \$
La Fondation du Théâtre du Nouveau Monde	Milieu culturel	Réalisation du projet: Le Théâtre au coeur d'un Nouveau Monde en français	17 098 \$
Centre d'alphabétisation l'Ardoise	Milieu communautaire	Réalisation du projet: Français en tête	3 397 \$
Festival de contes Il était une fois	Milieu culturel	Réalisation du projet: Le français, ça conte	6 900 \$
Grand ensemble de musiques urbaines	Milieu culturel	Réalisation du projet: Quand mots et poésie se conjuguent en musique	11 750 \$

Programme de promotion du français lors d’activités culturelles			
Demandeur	Secteur d’intervention	Objectifs visés	Montant accordé
Centre d'intégration et d'intervention multiculturel de l'Ouest de Montréal (CIIMO)	Milieu communautaire	Réalisation du projet: J'ÉCRIS....POUR L'AMOUR DU FRANÇAIS	22 500 \$
Regroupement Jeunesse en Marche du Québec	Milieu communautaire	Réalisation du projet: Écrivains en herbe	12 815 \$
Le Musée McCord Stewart	Milieu culturel	Réalisation du projet: La fabrique d'histoires : des objets et des mots	6 050 \$
Objectif Scène	Milieu culturel	Réalisation du projet: Sentier du conte vivant	18 000 \$
Missions Exeko	Milieu culturel	Réalisation du projet: Métissages Urbains	16 350 \$
Cinéma Moderne	Milieu culturel	Réalisation du projet: Médiation culturelle et promotion du français du Cinéma Moderne	15 000 \$

Fonds de promotion et de valorisation de la langue française			
Demandeur	Secteur d’intervention	Objectifs visés	Montant accordé
Université de Sherbrooke - Faculté des lettres et sciences humaines	Établissement d’enseignement postsecondaire	Réalisation du projet: J'apprends le français: projet de jumelage linguistique dans la région de Sherbrooke	48 800 \$
Cégep de Drummondville	Établissement d’enseignement postsecondaire	Réalisation du projet: Phase 2 : Immersion dans la culture francophone pour les immigrants	38 000 \$
Collège Shawinigan	Établissement d’enseignement postsecondaire	Réalisation du projet: Capsule interactive de valorisation de la langue française et de la culture québécoise	46 000 \$
Radio Centre-Ville Saint-Louis	Médias communautaires	Réalisation du projet: Vivement en français	32 600 \$
Radio communautaire de Lévis	Médias communautaires	Réalisation du projet: Les sales du français	15 000 \$
Radio communautaire francophone de Montréal inc.	Médias communautaires	Réalisation du projet: Titre de travail : Un pour tous, tous pour un	13 100 \$
Télévision communautaire de la région des Appalaches	Médias communautaires	Réalisation du projet: En quelques mots	21 400 \$
La Gazette de la Mauricie	Médias communautaires	Réalisation du projet: Parole aux nouveaux arrivants	13 800 \$
La radio communautaire de la Salle	Médias communautaires	Réalisation du projet: Et que ça soupe!	46 000 \$
Centre d'action bénévole et communautaire Saint-Laurent	Milieu communautaire	Réalisation du projet: Le français et l'art, des moyens pour mon intégration	49 500 \$
Cari St-Laurent	Milieu communautaire	Réalisation du projet: Marathon d'écriture du CARI St-Laurent	34 070 \$
Alliance socioculturelle et aide pédagogique (ASAP)	Milieu communautaire	Réalisation du projet: PARTAGEONS NOTRE LANGUE	47 000 \$
Centre social d'aide aux immigrants	Milieu communautaire	Réalisation du projet: Culturellement Parlant	46 700 \$
Regroupement Jeunesse en marche du Québec	Milieu communautaire	Réalisation du projet: Place aux oeuvres d'auteurs québécois	45 600 \$
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Milieu communautaire	Réalisation du projet: Conception d'un recueil de témoignages	49 900\$
Sur les routes de français	Milieu communautaire	Réalisation du projet: Nous sommes Franco Eco Citoyen !	15 000 \$

Fonds de promotion et de valorisation de la langue française			
Demandeur	Secteur d’intervention	Objectifs visés	Montant accordé
Centre de Services et d'Intégration des Minorités Culturelles	Milieu communautaire	Réalisation du projet: Le Français Pour Mieux S'Intégrer au Québec.	41 200 \$
Festival l'Outaouais en fête	Milieu culturel	Réalisation du projet: Le français sous toutes ses formes	31 500 \$
Festival international de la chanson de Granby	Milieu culturel	Réalisation du projet: FICG-Épicentre de la chanson d'expression francophone	30 000 \$
Vision Diversité	Milieu culturel	Réalisation du projet: L'ART DE SE DIRE de la joute oratoire à la simulation de l'ONU	42 200 \$
Les Productions Jaune Camion	Milieu culturel	Réalisation du projet: Bien écrire en français ça s'affiche	49 000 \$
Le Festif!	Milieu culturel	Réalisation du projet: Le Festif! à l'école	49 900 \$
Slam Québec-France	Milieu culturel	Réalisation du projet: Rencontre internationale en perfectionnement en art oratoire	37 500 \$
Les Productions le P'tit monde	Milieu culturel	Réalisation du projet: Raconte-Moi demain (en classe)	45 000 \$
Musée d'art de Joliette	Milieu culturel	Réalisation du projet: Poésie muséale	20 585 \$
Association des auteurs de la Montérégie	Milieu culturel	Réalisation du projet: Des mots pour tous	16 500 \$
La Rencontre théâtre-ados	Milieu culturel	Réalisation du projet: Dialogues avec un mentor	47 000 \$
Fondation Québec Cinéma	Milieu culturel	Réalisation du projet: Le cinéma québécois comme outil de promotion et valorisation de la langue française	49 900 \$
Cybernet café de Trois-Rivières	Milieu culturel	Réalisation du projet: Poésie verte	11 500 \$
L'Institut Canadien de Québec	Milieu culturel	Réalisation du projet: Ceci n'est pas une pub	49 900 \$
Éditions l'Hybride	Milieu culturel	Réalisation du projet: Réalisation du projet: La dictée de L'Hybride	1 098 \$
Art&Culture Artomania	Milieu culturel	Réalisation du projet: ON FAIT ÇA EN FRANÇAIS!	40 000 \$
Chambre de commerce latino-américaine du Québec	Milieu des affaires	Réalisation du projet: Le visage du français latino-québécois	48 700 \$
chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	Milieu des affaires	Réalisation du projet: Faire affaire en français c'est une bonne affaire	48 100 \$
Chambre de commerce et d'industrie Thérèse de Blainville	Milieu des affaires	Réalisation du projet: Magazine ICI : En français je consomme	48 000 \$
Impératif français	Organisme de promotion et de protection de la langue française	Réalisation du projet: Le français toute une fête nationale!	26 000 \$
Impératif français	Organisme de promotion et de protection de la langue française	Réalisation du projet: Oui je parle français! Promotion et valorisation du français auprès d'un public non francophone	43 400 \$
Mouvement Québec Français	Organisme de promotion et de protection de la langue française	Réalisation du projet: Musique dans les commerces	49 900 \$
Fondation pour la langue française	Organisme de promotion et de protection de la langue française	Réalisation du projet: Les Multiples	49 900 \$

Autres interventions particulières en langue française			
Demandeur	Secteur d'intervention	Objectifs visés	Montant accordé
Association des libraires du Québec	Milieu culturel	Volet pédagogique du Prix des librairies du Québec	14 000 \$
Impératif français	Organisme de promotion et de protection de la langue française	Réalisation du projet: Patriotes du français par tout et en tout temps!	25 000 \$
Mouvement Québec français	Organisme de promotion et de protection de la langue française	Réalisation du projet: Rafales	45 000 \$
Regroupement littéraire jeunesse de Saint-Ours	Milieu culturel	Prix ConcOurs pour le français.	19 990 \$

Conseil supérieur de la langue française

Le Conseil supérieur de la langue française n’offre pas de programme d’aide financière.

Office québécois de la langue française

L’Office administre deux programmes d’aide financière et ce sont les organisations financées qui, dans le cadre de leurs projets, font la promotion du français dans des secteurs où il est moins utilisé.

Dans le cadre du programme Le français, au cœur de nos ambitions, une aide financière totalisant 3 864 466 \$ a été allouée aux 30 projets suivants en 2019-2020. Le programme permet le versement d’une aide financière n’excédant pas 225 000 \$ par année financière pour des projets d’une durée maximale de 36 mois.

Programme Le français, au cœur de nos ambitions			
Organisation, région administrative	Secteur d'activité	Projet	Aide financière octroyée
École de technologie supérieure (ÉTS) Montréal (06)	Services scientifiques, professionnels et techniques	Valorisation du français en entrepreneuriat technologique : Le français pour l’industrie, une idée de génie. Nous sommes prÉTS! Ce projet est réalisé en collaboration avec le Centech, un organisme fondé par l’ÉTS qui accompagne les entrepreneurs technologiques dans leurs initiatives d’affaires.	300 000 \$
9096-8645 Québec inc. (Upperkut) Montréal (06)	Secteurs de pointe et du numérique comme l’édition de logiciels et les systèmes informatiques	Création et développement d’une campagne de mobilisation visant la langue de travail des millénariaux intitulée : pourquoi travailler en français?	337 500 \$
Chambre de commerce de l’Ouest-de-l’Île de Montréal (CCOIM) Montréal (06)	Tous secteurs	Contribution à l’effort d’information et de sensibilisation des commerçants et des entreprises de son territoire sur le Règlement sur la langue du commerce et des affaires.	74 499 \$

Programme Le français, au cœur de nos ambitions			
Organisation, région administrative	Secteur d'activité	Projet	Aide financière octroyée
Fondation pour la langue française Montréal (06)	Gestion de sociétés et d'entreprises	Utilisation du français dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle. Sensibilisation à l'importance de faire des affaires en français par des personnalités d'affaires investissant des réseaux d'entreprises où le français est peu présent, au moyen notamment de conférences, de publications sur le Web et d'une trousse d'outils conçue pour les gestionnaires d'entreprises.	75 000 \$
Conseil canadien du commerce de détail Montréal (06)	Commerce de détail	Sensibilisation auprès des membres, particulièrement les entreprises sous une bannière, en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce, et à l'utilisation du français comme langue de travail, d'accueil, de service, et d'affichage dans le commerce de détail.	75 000 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Deux-Montagnes Laurentides (15)	Tous secteurs	Campagne sur la qualité du français comme langue de travail, d'accueil et de service: « J'ai le client à cœur! »	175 000 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Québec Capitale-Nationale (03)	Tous secteurs	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce.	51 530 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent-Mont-Royal Montréal (06)	Tous secteurs	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce.	125 000 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud (CCIRS) Montréal (16)	Tous secteurs	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce.	121 680 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) Montréal (06)	Tous secteurs	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce.	70 940 \$
SDC Quartiers du Canal Montréal (06)	Tous secteurs	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce.	40 088 \$
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville Montréal (06)	Tous secteurs	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce.	52 558 \$

Programme Le français, au cœur de nos ambitions			
Organisation, région administrative	Secteur d'activité	Projet	Aide financière octroyée
Centre d'intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île (CIMOI) Montréal (06)	Tous secteurs	Sensibilisation aux exigences du Règlement sur la langue du commerce et des affaires: conscientisation des entreprises en ce qui a trait à l'affichage public, notamment l'affichage des marques de commerce.	49 823 \$
Alliance numérique, réseau de l'industrie numérique du Québec (projet mené par la Guilde du jeu vidéo du Québec) Montréal (06)	Secteurs de pointe et du numérique comme l'édition de logiciels et les systèmes informatiques	Promotion et mesures favorisant l'utilisation du français dans l'industrie du jeu vidéo au salon MEGA+MIGS, diffusion du vocabulaire du jeu vidéo, de documents de travail, d'une plateforme de réseautage pour les travailleurs de l'industrie, ainsi que de conférences.	125 000 \$
Bois urbain Montréal (06)	Secteur manufacturier	Création d'un lexique visant les travailleurs de l'industrie du meuble au Québec.	40 242 \$
Fondation du Musée de la civilisation Capitale-Nationale (03)	Secteurs de pointe et du numérique comme l'édition de logiciels et les systèmes informatiques	Apprentissage et utilisation de la terminologie française liée aux diverses expositions thématiques du Musée de la civilisation, notamment celle qui s'intitule La tête dans les nuages et qui porte sur l'industrie du numérique, au moyen de bornes interactives installées dans le Musée.	98 250 \$
Télévision Rive-Sud (TVRS) Montréal (16)	Secteurs de pointe et du numérique comme l'édition de logiciels et les systèmes informatiques	Utilisation d'une terminologie française au travail en production télévisuelle. Création d'un lexique francophone de la production audiovisuelle regroupant 500 termes techniques spécifiques à la production et à la réalisation télévisuelles.	43 949 \$
Mouvement Québec français Montréal (06)	Commerce de détail Tourisme (restauration et hôtellerie)	Trousse d'aide aux commerces. Sensibilisation des entreprises de moins de 50 employés des secteurs du commerce de détail et du tourisme (restauration et hôtellerie) à l'utilisation du français comme langue de travail, d'accueil et de service, par un accompagnement individuel des entreprises, par la création et la diffusion d'une trousse d'outils et par la tenue annuelle d'une activité de reconnaissance.	375 000 \$
Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec (Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec) Montréal (06)	Gestion de sociétés et d'entreprises	Sensibilisation de jeunes entrepreneurs issus d'entreprises de moins de 50 employés afin d'augmenter l'utilisation du français au travail, dans l'accueil et le service à la clientèle ainsi que dans l'affichage, au moyen d'une formation donnée lors d'une tournée à travers le Québec, de la mise en place d'un service de référencement téléphonique, de la création d'une page Web et de la promotion d'outils linguistiques.	185 000 \$

Programme Le français, au cœur de nos ambitions			
Organisation, région administrative	Secteur d'activité	Projet	Aide financière octroyée
L'Effet Boomerang Laval (13)	Commerce de détail	Parlez-vous français ? Campagne de sensibilisation des jeunes travailleurs de commerces comme les salons de barbier, les salons de tatouage et les salons de coiffure visant à augmenter l'utilisation du français comme langue de travail, d'accueil et de service à la clientèle, notamment au moyen d'un concours menant à choisir une phrase d'accueil et un élément graphique, de capsules vidéo d'entreprises ambassadrices.	122 608 \$
Conseil interprofessionnel du Québec Montréal (06)	Services professionnels, scientifiques et techniques	Encourager les bonnes pratiques auprès des ordres professionnels en matière d'obligations linguistiques.	56 415 \$
Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie Mauricie (04)	Commerce de détail Tourisme (restauration et hôtellerie)	Sensibilisation des établissements touristiques de la Mauricie et des associations de commerçants à l'importance d'utiliser le français comme langue d'accueil, notamment dans les formules de salutation, comme langue de service, dans l'affichage, ainsi que dans les noms des produits et des activités.	64 211 \$
Association des hôteliers du Québec Montréal (16)	Tourisme	Actions et mesures favorisant l'augmentation de l'utilisation du français par les travailleurs dans le domaine du tourisme.	100 313 \$
Regroupement des cabinets de courtage d'assurance du Québec Montréal (06)	Services professionnels, scientifiques et techniques	Soutenir l'augmentation de l'usage du français au travail au sein des cabinets de courtage du Québec par la mise en place d'une plateforme de travail en français pour les courtiers en assurances des cabinets de moins de 50 employés, dans le but d'augmenter l'utilisation du français dans ce domaine par l'automatisation de procédures et la diffusion d'information aux courtiers.	205 170 \$
Confédération des syndicats nationaux Montréal (06)	Divers secteurs	Le français : mieux et ensemble. Sensibilisation et accompagnement des membres dans leurs démarches pour faire du français la langue de leur milieu de travail, au moyen d'une journée de réflexion, de formations des membres de comités de francisation, d'outils portant sur les obligations et sur les ressources linguistiques.	64 709 \$
L'Académie du cinéma Capitale nationale (03)	Secteurs de pointe et du numérique comme l'édition de logiciels et les systèmes informatiques	Sensibilisation à l'importance de travailler en français au Québec dans l'industrie de la production cinématographique, au moyen d'une campagne de promotion élaborée par un groupe comprenant un linguiste et des travailleurs occupant différents postes dans l'industrie. Des outils promotionnels seront créés et diffusés et la fête Célébrons le cinéma en français se tiendra annuellement.	150 000 \$

Programme Le français, au cœur de nos ambitions			
Organisation, région administrative	Secteur d'activité	Projet	Aide financière octroyée
Université de Montréal Montréal (06)	Tous secteurs	Vers un élargissement du concours d'éloquence « Délie ta langue! » visant à renforcer les compétences en français liées à la prise de parole en public, en français, chez les étudiants.	235 231 \$
Impératif français Outaouais (07)	Tous secteurs	Je vis en français. Campagne d'intérêt public de promotion du français diffusée dans les médias traditionnels et dans les médias sociaux.	125 000 \$
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec Montréal (06)	Secteurs de pointe et du numérique comme l'édition de logiciels et les systèmes informatiques	Création d'un site web de terminologie pour les travailleurs de l'industrie de l'animation 3D et des effets visuels.	75 000 \$
Réseau Action TI Montréal (06)	Secteurs de pointe et du numérique comme l'édition de logiciels et les systèmes informatiques	Actions et mesures favorisant la promotion de l'utilisation du français par les travailleurs des secteurs des technologies de l'information et des communications tels que la sensibilisation aux règles de conformité, la création d'une page web, la diffusion de différents outils dans des événements et dans les réseaux de communication de ces secteurs.	249 750 \$

Dans le cadre du Programme de soutien aux partenariats en francisation, une aide financière totalisant 294 451 \$ a été allouée aux 18 projets suivants en 2019-2020. Ce programme permet de financer la réalisation de projets de promotion du français pouvant aller jusqu'à 40 000 \$ d'une durée maximale d'un an.

Programme de soutien aux partenariats en francisation		
Organisation, région administrative	Projet	Montant accordé
Alliance éventuelle Montréal (16)	Concours de français : conjugons lire et écrire, 11e édition.	950 \$
Association pour le soutien et l'usage de la langue française (ASULF) Capitale-Nationale (03)	Jouer contre les maux des mots et avec les mots pour prévenir une épidémie de mauvais mots.	35 650 \$
Association Québec-France Sherbrooke-Estrie (AQFSE) Estrie (05)	Tourismots - Promotion du français dans les communications publiques et dans le domaine du tourisme.	21 340 \$
Centre d'intégration multi-services de l'ouest de l'île (C.I.M.O.I.) Montréal (06)	Soirée annuelle de promotion du français pendant la semaine de la Francofête 2019.	7 670 \$
Chambre de commerce de l'Ouest-de-l'Île de Montréal (CCOIM) Montréal (06)	Accolades 2019, catégorie francisation.	9 319 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) Montréal (06)	Sondage de perception à l'égard de la situation du français à Montréal.	25 000 \$

Programme de soutien aux partenariats en francisation		
Organisation, région administrative	Projet	Montant accordé
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve (Centre collégial de développement de matériel didactique) Montréal (06)	Francojeu des Cégeps 2020 - (Francofête).	500 \$
Fédération des chambres de commerce de la province de Québec (FCCQ) Montréal (06)	Mercuriades 2020.	35 000 \$
Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec Montréal (06)	Sensibilisation à des enjeux linguistiques par la promotion d'initiatives du milieu qui favorisent la vitalité du français.	21 334 \$
La société nationale des Québécoises et Québécois, région des Laurentides Laurentides (15)	Prix d'excellence Gaston-Miron.	400 \$
L'Association des bibliothèques publiques du Saguenay-Lac-Saint-Jean Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	Dictée des écrivains Hydro-Québec 2020.	600 \$
Réseau Action TI – Datavore Montréal (06)	Le français dans les TI - à Datavore.	15 000 \$
Réseau Action TI - JIQ 2019 Montréal (06)	Sensibilisation à des enjeux linguistiques par la promotion d'initiatives du milieu qui favorisent la vitalité du français.	20 000 \$
Réseau Action TI – OCTAS Montréal (06)	Le français dans les TI – OCTAS.	20 000 \$
Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie Mauricie (05)	Les journées de la langue.	5 784 \$
Université de Montréal (Bureau de valorisation de la langue française et de la Francophonie. Montréal (06)	Promotion d’une initiative de l’UdeM sous forme de matériel pédagogique en français sur objectif spécifique (FOS) pour répondre à l’enjeu linguistique de l’intégration des étudiants-chercheurs.	39 954 \$
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) Abitibi-Témiscamingue (08)	Semaine du français : diverses activités linguistiques auprès des étudiants pendant la Francofête.	950 \$
Université Laval – Faculté des lettres et de sciences humaines Capitale-Nationale (03)	Développement, valorisation et promotion du Trésor de la langue française au Québec.	35 000 \$

RP74. Nombre d’entreprises inscrites auprès de l’OQLF au 31 mars 2020. Nombre d’entreprises qui détiennent un certificat de francisation. Ventilation des entreprises selon leur taille.

Office québécois de la langue française

Au 31 mars 2020, 7527 entreprises étaient inscrites à l’Office québécois de la langue française et 6 220 d’entre elles détenaient un certificat de francisation.

Statistiques

Au 31 mars 2020, la répartition des entreprises inscrites à l’Office était la suivante :

Ventilation des entreprises selon leur taille		
Tranche d’employés	N ^{bre} d’entreprises inscrites	N ^{bre} d’entreprises certifiées
Moins de 100	4 725	3 745
100 ou +	2 802	2 475
Total	7 527	6 220

RP75. État de situation des actions entreprises par le ministère à la suite des jugements du Tribunal administratif du Québec des 3 juin et 12 août 2013, confirmant le sens de l'article 85 de la Charte de la langue française et de son règlement qui stipule qu'un « enfant en séjour temporaire au Québec » est autorisé à recevoir un enseignement en anglais s'il est à la charge d'un parent membre des Forces armées canadiennes. Copie des documents, notes, analyses, mémos et avis relatifs à ce dossier.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

RP76. État de situation des actions entreprises par le ministère en 2019-2020 à la suite du jugement de la Cour d’appel du Québec du 3 octobre 2016 et de son interprétation de l’article 46 de la Charte de la langue française. Copie des documents, notes, analyses, mémos et avis relatifs à ce dossier.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

RP77. État de situation sur l’affichage commercial au Québec :

- a. Fournir tout document, note, mémo ou avis concernant la mise en œuvre des articles 25.1 à 25.5 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires;
 - b. Indiquer le nombre d’entreprises accompagnées par l’OQLF depuis l’entrée en vigueur de ces articles;
 - c. Indiquer le nombre d’entreprises ayant fait l’objet d’un signalement pour non-respect de ces articles depuis leur entrée en vigueur.
 - d. Indiquer le nombre d’amendes imposées pour le non-respect de ces articles depuis leur entrée en vigueur ainsi que le montant de ces amendes.
-

Office québécois de la langue française

- a) Des modifications réglementaires concernant l’affichage des marques de commerce ont eu lieu en novembre 2016. Depuis, l’Office a déployé divers efforts pour faire connaître le Règlement sur la langue du commerce et des affaires et pour accompagner les entreprises dans l’application de la loi. Un coffre à outils contenant divers documents (guide, feuillet, signet, foire aux questions) et une vidéo ont été mis en ligne : <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/francisation/entreprises/boite-outils-marques-commerce.html>.
- b) Dès l’automne 2016, l’Office a réalisé plusieurs activités de communication en lien avec l’affichage des marques de commerce afin de soutenir les entreprises. En ce qui concerne les entreprises inscrites, l’accompagnement s’est fait de façon continue dans le cadre du processus de francisation. Par ailleurs, à compter de juillet 2019, l’Office a accentué ses efforts de promotion et d’accompagnement en menant une vaste opération de sensibilisation, d’assistance et de surveillance relativement à l’affichage des marques de commerce.

Ainsi, l’Office a accompagné les entreprises de multiples façons. Il s’est assuré notamment qu’elles disposent de l’information nécessaire. À cette fin, il a, entre autres, rendu disponibles à tous des guides et une boîte à outils. Il a aussi bonifié son offre de service en renforçant son service de première ligne et en ajoutant un service de deuxième ligne, assuré par du personnel professionnel.

Il a invité plus de 150 partenaires à agir à titre de relayeurs auprès des membres de leur réseau respectif, ces réseaux totalisant près de 130 000 membres d’organismes. De plus, en collaboration avec le Registraire des entreprises du Québec, l’Office a fait parvenir un signet de rappel à 12 500 nouvelles entreprises. En outre, l’Office a transmis 10 000 lettres de rappel aux entreprises afin de les engager, si l’affichage de leur marque de commerce n’est pas conforme, à le corriger et les a invités à le consulter en vue des corrections à apporter.

Des partenaires, dont des chambres de commerce, ont visité plus de 4 700 entreprises dans des secteurs jugés névralgiques afin de les sensibiliser aux obligations liées à l’affichage public à la marque de commerce.

Au cours de l’été et de l’automne 2019, une tournée d’inspection et de vérification a été menée auprès de 1 041 entreprises. Celle-ci a amené l’Office à intervenir auprès de 134 entreprises afin que l’affichage de leur marque de commerce soit corrigé.

Enfin, afin de soutenir les entreprises dans leurs efforts, l’Office a transmis une communication aux municipalités afin de les sensibiliser aux enjeux relatifs à l’affichage des marques de commerce.

- c) Entre l’entrée en vigueur des modifications réglementaires en 2016 et le 31 mars 2020, l’OQLF a ouvert 206 dossiers de plaintes relatives aux articles 25.1 à 25.5.
- d) Aucune amende n’a encore été imposée.

RP78. Liste des mesures entreprises afin d’assurer que les entreprises respectent les articles 25.1 à 25,5 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

Des modifications règlementaires concernant l’affichage des marques de commerce ont été apportées en novembre 2016. Depuis, l’Office a déployé des efforts pour faire connaître le *Règlement sur la langue du commerce et des affaires*, pour accompagner les entreprises et pour faire appliquer le Règlement.

Depuis l’adoption du Règlement, l’Office a déployé plusieurs moyens afin d’assurer la visibilité des nouvelles exigences :

- La diffusion d’informations destinées aux entreprises sur le site Internet de l’Office et la promotion des ressources offertes par le biais de sa page Facebook et de son compte Twitter ;
- La participation de l’Office à des salons afin de joindre les entreprises de moins de 50 personnes, une clientèle également tenue de respecter les dispositions relatives à l’affichage des marques de commerce ;
- La diffusion d’infolettres et d’une boîte à outils qui contient, entre autres, le guide *Affichage des marques de commerce* et une vidéo sur l’affichage des marques de commerce ;
- L’envoi de lettres aux entreprises inscrites à l’Office afin de leur rappeler l’échéance de novembre 2019, de les engager dans l’action et de leur proposer un accompagnement ;
- L’établissement d’un partenariat avec le Registraire des entreprises du Québec (REQ), appuyé par un réseau de partenaires actifs dans les efforts de sensibilisation, afin que chaque nouvelle entreprise inscrite au REQ soit informée des exigences en lien avec la Charte de la langue française ;
- L’envoi postal à quelque 12 500 entreprises récemment inscrites au REQ d’un document synthèse des obligations pour faire des affaires en français au Québec, entre autres en lien avec l’affichage des marques de commerce.
- L’offre d’une assistance personnalisée aux entreprises afin de valider la conformité de leur projet de correction d’affichage;
- La mobilisation de plusieurs partenaires, qui ont été invités à agir à titre de relayeurs auprès de leur réseau respectif, et la tenue d’activités de sensibilisation sur le terrain

En outre, plusieurs partenaires agissent déjà en relayeurs et diffusent les hyperliens des guides produits par l’Office sur leur plateforme Internet, notamment :

- le Registraire des entreprises du Québec (REQ) ;
- Services Québec (portail Entreprises Québec) ;
- le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) ;
- l’Association québécoise de l’industrie de l’enseigne (AQIE) ;
- l’Association des restaurateurs du Québec (ARQ).

Quant aux entreprises n’ayant pas amorcé ou annoncé des démarches de correction, l’Office réalise des inspections, et si à la suite de celles-ci, il n’y a pas de corrections, des mises en demeure sont envoyées. Si les entreprises ne se conforment toujours pas, le dossier d’enquête est transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).

Mesures	Région	Coût
Achat de mots-clés pour orienter les recherches effectuées sur le moteur de recherche Google par les internautes, en lien avec l’affichage des marques de commerce vers le site de l’Office (diffusion du 28 octobre au 24 novembre 2019)	Tout le Québec	3 000,00 \$
Placement média : publication d’une bannière Web concernant l’affichage des marques de commerce sur le site internet du <i>Journal de Montréal</i> dans la section Économie, Argent (diffusion du 11 au 22 novembre 2019).		3 700,00 \$
Vidéo illustrant des exemples d’affichage de marque de commerce, conformes ou non, et prodiguant des conseils pour corriger le cas échéant (diffusion en novembre 2019 sur la chaîne YouTube de l’Office ainsi que sur les réseaux sociaux).	Tout le Québec	7 300,00 \$
Publications réseaux sociaux	Tout le Québec	0 \$
Participation au congrès de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (mai 2019)	Saint-Hyacinthe	3 195,00 \$

Mesures	Région	Coût
Participation au salon de l’Association québécoise de l’industrie de l’enseigne (mai 2019)	Laval	1 750,00 \$
Participation au congrès de l’Association des directeurs municipaux du Québec (juin 2019)	Capitale-Nationale	2 115,00 \$
Participation au Congrès annuel de la Fédération des municipalités du Québec (septembre 2019)	Capitale-Nationale	2 865,00 \$
Production de signets sur l’affichage des marques de commerce	Tout le Québec	976,00 \$
Production, impression et envoi massif d’un feuillet d’information	Tout le Québec	17 362,00 \$

Dans le cadre du programme de soutien financier Le français, au cœur de nos ambitions, l’Office s’est associé à des associations d’entreprises et de commerces pour les sensibiliser et ainsi assurer le respect du Règlement sur la langue du commerce et des affaires.

Mesures	Région	Coût
Financement d’un projet de la Chambre de commerce et d’industrie de Québec	Capitale-Nationale	51 530 \$
Financement d’un projet de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie	Mauricie	64 211 \$
Financement d’un projet de la Chambre de commerce de l’Ouest-de-l’Île de Montréal	Montréal	74 499 \$
Financement d’un projet du Conseil canadien du commerce de détail	Montréal	75 000 \$
Financement d’un projet de la Chambre de commerce et d’industrie de Saint-Laurent–Mont-Royal	Montréal	125 000 \$
Financement d’un projet de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Montréal	70 940 \$
Financement d’un projet de la SDC Quartiers du Canal	Montréal	40 088 \$
Financement d’un projet du Centre d’appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Montréal	52 558 \$
Financement d’un projet du Centre d’intégration multi-services de l’Ouest de l’Île	Montréal	49 823 \$
Financement d’un projet du Regroupement des jeunes gens d’affaires du Québec (Regroupement des jeunes Chambres de commerce du Québec)	Montréal	185 000 \$
Financement d’un projet du Conseil interprofessionnel du Québec	Montréal	56 415 \$
Financement d’un projet de la Chambre de commerce et d’industrie de la Rive-Sud	Montréal	121 680 \$
Financement d’un projet de l’Association des hôteliers du Québec	Montréal	100 313 \$

RP79. Ventilation détaillée des mesures destinées à la francisation des personnes immigrantes pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

RP80. Proportion des personnes immigrantes qui ont participé aux différents programmes de francisation en 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration.

RP81. État de situation quant au suivi donné aux recommandations du rapport commandé à M. Conrad Ouellon, le 27 juillet 2017, relativement au développement d’une stratégie dynamique de promotion et de valorisation de la langue française tenant compte des relations entre langue et culture. Pour chacune des recommandations, préciser les actions prises où à entreprendre par le ministère, incluant l’échéancier.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

RP82. Copie des correspondances entre le ministère et/ou l'OQLF et/ou la ministre et la compagnie Adidas depuis le 22 novembre 2017. Bilan des mesures prises par l'entreprise pour respecter la Charte de la langue française, notamment les moyens pris afin de s'assurer que les clients qui se présentent à la boutique Adidas de Montréal puissent se faire servir en français.

Office québécois de la langue française

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

RP83. Copie des correspondances entre la ministre et la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain demandant à celle-ci d'intervenir auprès des boutiquiers afin que cesse le « bonjour/hi » tel que l'a affirmé la ministre à TVA le 24 novembre 2017. Copie des documents, notes, rapports, états de situation concernant le « bonjour/hi » à Montréal.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

RP84. État de situation quant au suivi des recommandations du rapport « Une langue commune à tous et pour tous – mieux réussir la francisation des néo-Québécois » déposé en 2016. Pour chacune des recommandations, préciser les actions prises ou à entreprendre, incluant l'échéancier.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

RP85. Budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil en 2019-2020 ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Conseil supérieur de la langue française

Exercice	Rémunération (000 \$)	Fonctionnement (000 \$)	Par mois (000 \$)	Total par année (000 \$)
2019-2020	174,2	75,0	20,8	249,2

RP86. Liste et copie de tous les avis donnés par le Conseil au ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.

Conseil supérieur de la langue française

Aucun avis n'a été donné par le Conseil supérieur de la langue française en 2019-2020.

RP87. Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Conseil supérieur de la langue française

Le Conseil a publié, le 4 novembre 2019, l'étude intitulée *Pratiques linguistiques des ministères et organismes publics du gouvernement du Québec*.

RP88. Bilan des actions en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Le bilan des actions du Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française sera publié dans le Rapport annuel 2019-2020 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Conseil supérieur de la langue française

Le bilan des actions du Conseil est présenté en fonction des orientations et des objectifs du plan stratégique 2018-2023 de l'organisme.

ORIENTATION 1.1 - CONTRIBUER À FAIRE PROGRESSER LES CONNAISSANCES SUR LES QUESTIONS TOUCHANT LE FRANÇAIS AU QUÉBEC EN METTANT À CONTRIBUTION L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE DE L'ORGANISME EN MATIÈRE DE POLITIQUE LINGUISTIQUE.

Étude rendue publique en 2019

Le conseil a rendu publique en novembre 2019 une étude intitulée *Pratiques linguistiques des ministères et organismes publics du gouvernement du Québec*. L'exemplarité de l'État en matière d'usage du français comme langue de l'Administration, du travail et des communications est un des éléments-clés de la Charte de la langue française, cette exemplarité étant notamment encadrée par la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration.

Le Conseil avait pour mandat d'établir un portrait des pratiques linguistiques des ministères et organismes dans leurs interactions avec les personnes physiques, les personnes morales et les entreprises, une opération qui visait à déterminer les meilleures pratiques parmi celles observées et à suggérer des pistes d'amélioration pour l'adoption de pratiques conformes aux objectifs de la politique linguistique gouvernementale. Les approches retenues dans le dispositif afférent permettaient de viser soit l'ensemble des ministères et organismes assujettis à cette politique, soit ceux d'entre eux qui interagissent le plus couramment avec les citoyens ou les entreprises.

À la suite de l'analyse des politiques linguistiques institutionnelles et des documents administratifs sur l'usage des langues, de la réalisation de recensions relatives aux services téléphoniques et aux sites Web, et de la tenue d'une enquête par sondage portant sur les pratiques en situation de travail, le Conseil a été en mesure de signaler les bonnes pratiques et de suggérer des pistes d'amélioration.

Travaux débutés en 2019-2020

Les prochains travaux du Conseil porteront sur la formation en anglais dans les établissements d'enseignement supérieur francophones du Québec, au moment où depuis quelques années, certains d'entre eux offrent des cours spécialisés en anglais dans des programmes autres que ceux liés à l'étude de cette langue.

ORIENTATION 1.2 – ASSURER AUPRÈS DE LA POPULATION ET DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS CONCERNÉS LA DIFFUSION DE CONNAISSANCES SUR LES QUESTIONS TOUCHANT LE FRANÇAIS AU QUÉBEC.

Réunion des organismes linguistiques membres du réseau OPALE

Cette rencontre annuelle permet aux représentants des organismes linguistiques de la Belgique, de la France, de la Suisse romande et du Québec de partager leurs vues et leurs expériences sur les questions touchant la promotion du français dans leur pays respectif, et de coordonner leurs efforts en ce sens. En 2009, ils ont décidé de se constituer en un réseau d'organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques, le réseau OPALE. Au cours du présent exercice, la réunion de ces organismes et de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui a un statut d'observateur, a eu lieu les 13, 14 et 15 novembre 2019 à Paris. Le Conseil y était représenté par son président. Cette rencontre a notamment été l'occasion pour les membres de présenter leurs rapports annuels d'activité et de discuter de différents projets de coopération. Le colloque portant sur les sciences en français. La réunion des membres et le colloque de 2020 se tiendront au Québec.

ORIENTATION 2.1 - VALORISER L'USAGE DU FRANÇAIS EN TANT QUE LANGUE COMMUNE DANS L'ESPACE PUBLIC QUÉBÉCOIS.

Activités d'information et de promotion

Pour remplir sa mission d'information sur toute question relative à la langue française au Québec, le Conseil utilise notamment son site Web. Il y publie des actualités linguistiques qui comprennent principalement des nouvelles sur la langue française et la francophonie, l'annonce d'événements d'intérêt ainsi que des résumés de diverses publications récentes. Pour l'année 2019-2020, on compte

108 000 visites et 45 500 utilisateurs du site. Dans l'onglet Actualités linguistiques, un total de 62 nouvelles ont été publiées. Le Conseil a aussi diffusé onze nouvelles vidéos portant sur la remise de ses prix ainsi que sept communiqués de presse. Il a également rendu public son rapport annuel de gestion 2018-2019.

La présence du Conseil dans les médias sociaux lui permet entre autres d'augmenter sa visibilité, de promouvoir ses activités et d'accroître l'achalandage sur son site Web. Le Conseil alimente ainsi ses comptes dans les réseaux Facebook et Twitter et y compte respectivement 6 400 et 2 100 abonnés. Le Conseil a aussi élaboré une liste de repères historiques qui ont marqué l'évolution de la langue française au Québec, de Jacques Cartier à nos jours, et ces éphémérides sont diffusées une par une sur le site Web.

ORIENTATION 2.2 - FAVORISER LE RAYONNEMENT DU FRANÇAIS AU QUÉBEC ET AU-DELÀ DE SES FRONTIÈRES.

Distinctions, mentions et prix décernés

L'Ordre des francophones d'Amérique

Au titre de ses activités visant à assurer le rayonnement et la promotion de la langue française, le Conseil décerne annuellement depuis 1978 les insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique. Cette décoration a pour objectif de reconnaître les mérites de personnes qui se sont consacrées ou qui se consacrent au maintien et à l'épanouissement de la langue française en Amérique, ou qui ont accordé leur soutien à l'essor de la vie française sur le continent américain. La cérémonie de remise des insignes de l'Ordre s'est déroulée le 9 octobre 2019 à l'hôtel du Parlement. Les récipiendaires étaient alors : pour le Québec, messieurs Guy Breton et Michel Tremblay; pour l'Acadie, monsieur Allister Surette; pour l'Ontario, monsieur François Larocque; pour l'Ouest canadien, madame Suzanne de Courville Nicol; pour les Amériques, madame Miléna Santoro; et pour les autres continents, madame Ekaterina Isaeva.

Le Prix du 3-Juillet-1608

Créée aussi en 1978, le Prix du 3-Juillet 1608 est remis annuellement par le Conseil à une organisation œuvrant en Amérique du Nord qui a rendu ou rend des services exceptionnels à une collectivité de langue française et à l'ensemble de la francophonie nord-américaine. En 2019, il a été décerné à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, et ce, au cours de la même cérémonie que celle de la remise des insignes de l'Ordre.

Les prix Jules-Fournier et Raymond-Charrette

Le prix Jules-Fournier est depuis 1980 décerné annuellement à un journaliste de la presse écrite en reconnaissance de la qualité de ses écrits, tandis que le prix Raymond-Charrette est depuis 1999 remis à un journaliste de la presse radiotélévisée pour sa contribution exemplaire à la diffusion d'un français de qualité. Ils ont été décernés en mai 2019 respectivement à madame Isabelle Paré, journaliste au quotidien *Le Devoir*, et à monsieur Jacques Bertrand, journaliste à la radio de la Société Radio-Canada, et ce, dans le cadre du Gala des grands prix du journalisme, organisé par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

RP89. Copie de tous documents, notes, verbatim de réunions et/ou de consultations en lien avec le renouvellement de la politique culturelle et dates de toutes les rencontres tenues avec le comité-conseil créé dans le cadre du lancement des travaux sur le renouvellement de la politique culturelle.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française ne fait plus partie du ministère de la Culture et des Communications depuis l'annonce du 4 septembre 2019 stipulant qu'il était intégré au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

RP90. Copie de tous les contrats, incluant les conditions salariales, des personnes nommées par la ministre pour siéger sur le comité-conseil annoncé dans le cadre du lancement des travaux sur le renouvellement de la politique culturelle, soit Mmes Liza Frulla, Louise Sicuro, Nadine St-Louis et Sylvie Gamache, et MM. Ian Gailer, Gabriel Bran Lopez, Hugues Sweeney et Conrad Ouellon.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française ne fait plus partie du ministère de la Culture et des Communications depuis l’annonce du 4 septembre 2019 stipulant qu’il était intégré au ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration.

RP91. Liste des mesures entreprises à la suite du dépôt, en septembre 2019, du rapport sur les pratiques linguistiques dans des ministères et organismes publics du gouvernement du Québec visant à renforcer l'utilisation du français dans l'Administration, en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

À la suite du dépôt du rapport sur les pratiques linguistiques dans des ministères et organismes publics du gouvernement du Québec publié par le Conseil supérieur de la langue française en novembre 2019, le ministère de la Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), sous l'impulsion du Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française qui y était alors intégré, a effectué les actions suivantes afin de renforcer l'utilisation du français dans l'Administration :

- Mise à jour de sa politique linguistique institutionnelle, le 18 février 2020, en accordant une attention particulière aux communications avec les personnes immigrantes, comme recommandé par le rapport du Conseil supérieur de la langue française;
- Diffusion, auprès des directions des communications des autres ministères et organismes, des articles de cette politique linguistique institutionnelle portant sur les communications avec les personnes immigrantes;
- Prise en compte des constats du rapport du Conseil supérieur de la langue française et du devoir de l'Administration de renforcer l'utilisation du français dans la planification stratégique 2019-2024 du MIFI. Plus précisément, une orientation, deux objectifs, ainsi que leurs indicateurs, ont été élaborés en ce sens :
 - Orientation 6 : Affirmer la primauté du français au Québec;
 - Objectifs 6.1 Renforcer l'exemplarité de l'État en matière de français :
 - Indicateur : Proportion des ministères et organismes disposant d'une politique linguistique institutionnelle à jour.
 - Objectifs 6.2 Affirmer le statut du français comme langue commune :
 - Indicateur : Proportion des politiques linguistiques institutionnelles qui comprennent des mesures balisant les communications avec les nouveaux arrivants.

Office québécois de la langue française

- L'Office québécois de la langue française a poursuivi son accompagnement auprès des ministères et organismes gouvernementaux pour l'élaboration ou la révision de leur politique linguistique institutionnelle (PLI), afin qu'ils adoptent dans leurs activités des pratiques linguistiques exemplaires, conformément à la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration (PLG).
- L'Office diffuse chaque trimestre une infolettre auprès d'un réseau de mandataires des ministères et organismes gouvernementaux pour les aider à élaborer et à appliquer leur politique linguistique institutionnelle, qui découle de la PLG. Trois infolettres portant sur différents aspects de la PLG ou de la Charte ont été envoyées aux mandataires entre avril 2019 et mars 2020.
- L'Office soutient l'Administration dans son devoir d'exemplarité en matière de correction et d'enrichissement de la langue française par l'entremise du Réseau de l'expertise linguistique (REL), notamment en diffusant des infolettres et en offrant un service personnalisé de consultations terminologiques et linguistiques. Il soutient également l'Administration en ce sens en rendant accessibles des outils en ligne, le *Grand dictionnaire terminologique*, la Banque de dépannage linguistique et des vocabulaires spécialisés.
- L'Office a mis à jour la Politique de l'officialisation linguistique en 2019. L'organisme assure la diffusion d'une liste des avis d'officialisation sur son site Internet et poursuit les travaux d'officialisation linguistique menant à de nouveaux avis.
- Tous les organismes de l'Administration doivent suivre un processus de francisation, avec l'aide de l'Office. Ils doivent mettre en place un programme de francisation pour corriger des situations non conformes à la *Charte* et pour assurer la généralisation de l'utilisation du français. L'Office accompagne tous les organismes de l'Administration dans ce processus pour s'assurer de leur conformité aux exigences de la *Charte*.

- L'Office s'est donné comme objectif stratégique d'accroître le respect des engagements et des obligations des clientèles en matière de francisation, notamment en ce qui a trait au maintien de la conformité des organismes de l'Administration ayant reçu un certificat de conformité. La première étape a consisté à la mise en place, à l'automne 2019, d'un projet pilote auprès de quelques organismes. Le taux de conformité sera déterminé en 2020-2021 et l'Office visera l'augmentation de ce taux au fil des années suivantes.
- Lorsque l'Office reçoit des plaintes en lien avec la Charte de la langue française concernant un organisme de l'Administration, il en avise ce dernier et effectue le suivi jusqu'à la correction de la situation.
- L'Office intervient également auprès des organismes de l'Administration lorsque des préoccupations concernant la qualité de la langue sont portées à son attention. Toutefois, un français de mauvaise qualité ne constitue pas une contravention à une disposition de la Charte. Conséquemment, l'Office ne peut intervenir sur le plan pénal et sensibilise plutôt l'organisme visé.
- En 2019-2020, l'Office a diffusé le rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec et des rapports d'études dont les informations sur la langue de travail lui permettent d'adapter ses interventions de francisation dans les milieux de travail.
- L'Office a adopté en 2019 une mise à jour de sa propre PLI, politique qui respecte les principes de la PLG et de la Charte de la langue française, et s'assure que son personnel adopte des pratiques linguistiques exemplaires par plusieurs moyens, notamment une formation obligatoire sur la PLI et la diffusion de brèves sur les enjeux que soulève l'application de la PLI en milieu de travail.

RP92. Nombre d'heures de formation reçues par le personnel de l'Administration sur la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

- L'Office a mis en place divers moyens pour s'assurer que son personnel adopte des pratiques linguistiques exemplaires, comme il est énoncé dans sa politique linguistique institutionnelle. On compte parmi ces moyens : l'ajout d'une section dans l'intranet consacrée à la PLI, l'ajout d'informations dans la pochette d'accueil du nouveau personnel, la diffusion dans l'intranet de brèves consacrées aux thèmes généraux de la PLI ainsi que la publication de rubriques intitulées *Question de langue* visant la promotion et l'utilisation par le personnel d'une langue de qualité.
- En 2019-2020, tout le personnel de l'Office a participé à une formation obligatoire sur la politique linguistique institutionnelle de l'organisme. Au cours de cette formation, le personnel devait lire la politique, puis répondre à un questionnaire en ligne. Ont répondu au questionnaire en ligne 225 personnes, et l'on estime que 225 heures ont au total été consacrées à la formation obligatoire.
- Une mise à jour de la PLI de l'Office, qui respecte les grands principes de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration et de la *Charte de la langue française*, a été adoptée en 2019.
- Le Comité permanent de la politique linguistique (CPPL) de l'Office, s'assure de promouvoir la PLI de façon continue et de veiller à son application.

RP93. Liste des mesures prises par les ministères et organismes pour favoriser les communications en français avec les personnes immigrantes en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française

Favoriser les communications en français avec les personnes immigrantes : un objectif inscrit dans la planification stratégique 2019-2023 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)

- Le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française a été intégré au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration le 4 septembre 2019. À compter de ce moment, il revenait à ce ministère de veiller à la cohérence de l'action gouvernementale en langue française.
- Rappelons que la *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration* engage les ministères et les organismes du gouvernement à se doter de politiques linguistiques institutionnelles privilégiant l'unilinguisme français dans leurs activités, pour marquer le fait que le français est l'unique langue officielle et la langue commune au Québec. Elle les enjoint également à adopter des mesures qui privilégient les communications en français avec les personnes qui immigreront au Québec, afin de favoriser leur intégration à la société québécoise.
- Dès l'automne 2019, sous l'impulsion du SPVLF, le MIFI a inscrit deux engagements dans sa Planification stratégique 2019-2023 concourant précisément à favoriser les communications des ministères et organismes du gouvernement avec les personnes immigrantes.
- L'objectif 6.1.1 de ce plan stratégique consiste à augmenter significativement la proportion du nombre de politiques linguistiques institutionnelles à jour. En 2019-2020, cette proportion est passée à 80 %, alors qu'elle était à 73 % en 2018-2019.
- L'objectif 6.1.2 de ce plan stratégique consiste à accroître la proportion de politiques linguistiques institutionnelles qui comprennent des mesures balisant les communications avec les nouveaux arrivants. En 2019-2020, cette proportion est passée à 32 %, dépassant même la cible de 20 % qui avait été fixée.
- La politique linguistique institutionnelle actualisée du MIFI est entrée en vigueur le 5 novembre 2019. Elle a reçu un avis favorable de l'OQLF soulignant son caractère exemplaire à bien des égards. La politique linguistique du MIFI couvre l'ensemble des situations liées aux activités du Ministère, au Québec et à l'international, pour permettre au personnel de jouer un rôle-clé dans l'application de la Charte de la langue française.
- À l'hiver 2019, un extrait de cette politique linguistique récemment actualisée a été présenté à l'ensemble des directions de communications des ministères et organismes du gouvernement du Québec, afin de les guider dans l'élaboration de mesures balisant les communications avec les nouveaux arrivants.
- Les ministères et organismes ont été invités à intégrer l'extrait de la politique linguistique du MIFI sur la communication avec les nouveaux arrivants dans la mise à jour de leur propre politique linguistique. Le MIFI, en collaboration avec l'Office québécois de la langue française (OQLF), a d'ailleurs offert tout son soutien aux divers ministères et organismes pour toute question ou demande particulière à ce sujet.

Office québécois de la langue française

- L'Office québécois de la langue française a poursuivi son accompagnement auprès des ministères et organismes gouvernementaux pour l'élaboration ou la révision de leur politique linguistique institutionnelle (PLI), afin qu'ils adoptent dans leurs activités des pratiques linguistiques exemplaires, conformément à la *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration* (PLG).
- L'Office diffuse chaque trimestre une infolettre auprès d'un réseau de mandataires des ministères et organismes gouvernementaux pour les aider à élaborer et à appliquer leur politique linguistique institutionnelle, qui découle de la PLG. Trois infolettres portant sur différents aspects de la PLG ou de la Charte ont été envoyées aux mandataires en 2019-2020.

- L’Office soutient et conseille les ministères et organismes du gouvernement dans l’application de la PLG et de leur propre PLI. L’Office recommande de privilégier l’unilinguisme français dans leurs communications avec les entreprises et les personnes morales ainsi qu’avec les personnes physiques, notamment les personnes immigrantes.
- Lorsque l’Office reçoit des plaintes concernant un organisme de l’Administration, il en avise ce dernier et effectue le suivi jusqu’à la correction de la situation.
- Des représentants de ministères et d’organismes ont fait partie des groupes rencontrés par l’Office en 2019-2020 dans la foulée de la publication du Rapport sur l’évolution de la situation linguistique au Québec et du rapport sur les pratiques linguistiques dans les ministères et organismes publics du gouvernement du Québec. Cette démarche de consultation visait notamment à définir collectivement des pistes d’amélioration relatives aux constats les plus préoccupants émanant de ces rapports.
- En décembre 2019, l’Office a effectué une vérification des pratiques linguistiques qui prévalent dans certains centres d’appels. Cette vérification a montré que les politiques linguistiques respectent le principe d’exemplarité attendu des organismes de l’Administration. Elles prévoient notamment que le premier contact doit toujours se faire en français; que la conversation se fait exclusivement en français avec une personne morale ou une entreprise, sauf lorsque la personne morale ou l’entreprise est établie à l’extérieur du Québec; que les messages sur le système de réponse vocale interactif, sont exclusivement en français et que ceux en anglais doivent être accessibles de façon distincte.
- L’Office a la responsabilité de faire passer un examen de français aux candidates et candidats aux ordres professionnels qui ne répondent pas aux conditions de l’article 35 de la *Charte de la langue française*. Une bonne partie de cette clientèle est issue de l’immigration.
- Le Comité permanent de la politique linguistique de l’Office s’assure de promouvoir la PLI de façon continue et de veiller à son application.
- L’Office met à la disposition des personnes immigrantes des outils pour favoriser leur utilisation du français en milieu de travail : deux vocabulaires des soins infirmiers (l’un pour les infirmiers et infirmières et l’autre pour les infirmiers et infirmières auxiliaires) et deux capsules grammaticales. Aussi, des fichiers sonores permettent aux personnes apprenantes en soins infirmiers de se familiariser avec la prononciation des mots. Des exercices interactifs leur offrent d’apprendre plus facilement à accorder les noms.
- L’Office a également produit neuf autres vocabulaires pour favoriser l’usage du français dans divers secteurs d’activités, notamment dans ceux où le français est le moins utilisé. Un de ces vocabulaires permet de répondre aux besoins précis des personnes immigrantes, celui relatif à l’immigration, et d’autres reflètent la terminologie de base utilisée dans les milieux professionnels de la comptabilité et du courtage immobilier. Ils ont été conçus pour soutenir les candidats aux ordres professionnels.
- Des projets financés dans le cadre des programmes de subvention de l’Office comprennent des actions de sensibilisation auprès des personnes immigrantes. Dans le programme Le français, au cœur de nos ambitions, les personnes immigrantes sont visées dans trois projets approuvés en 2019-2020, alors que dans le Programme de soutien aux partenariats en francisation, deux projets ont pour objectif la promotion du français auprès des personnes immigrantes, pour un total de cinq projets.

Programme Le français, au cœur de nos ambitions Projets approuvés en 2019-2020 visant les immigrants			
	Organisation	Titre du projet	Précisions
1	Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Création d’un site web de terminologie pour les travailleurs de l’industrie de l’animation 3D et des effets visuels	L’industrie de l’animation 3D et des effets visuels compte une grande proportion de travailleurs recrutés à l’étranger.
2	Impératif français	Je vis en français, Campagne d’intérêt public de promotion du français diffusée dans les médias traditionnels et dans les médias sociaux.	L’une des trois campagnes, « Je parle en français », vise spécifiquement les immigrants.

Programme Le français, au cœur de nos ambitions Projets approuvés en 2019-2020 visant les immigrants			
	Organisation	Titre du projet	Précisions
3	Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.)	Le français : mieux et ensemble, Sensibilisation et accompagnement des membres dans leurs démarches pour faire du français la langue de leur milieu de travail	L’un des moyens d’action consiste à diffuser une brochure comprenant des ressources pour les membres de syndicats qui connaissent des problèmes d’alphabétisation et de francisation.

Programme de soutien aux partenariats en francisation Projets approuvés en 2019-2020 visant les immigrants			
	Organisation	Titre du projet	Précisions
1	Centre d’intégration multi-services de l’ouest de l’île	Soirée annuelle de la promotion du français dans le cadre de la semaine de la Francofête 2019	Il s’agit d’un organisme d’intégration des immigrants et l’une des conférences a traité du français comme dénominateur commun pour les Québécois de toutes origines.
2	Université de Montréal (Bureau de valorisation de la langue française et de la Francophonie)	Promotion d’une initiative de l’UdeM sous forme de matériel pédagogique en français sur objectif spécifique (FOS) pour répondre à l’enjeu linguistique de l’intégration des étudiants-chercheurs	Les étudiants-chercheurs visés sont non-francophones

RP94. Liste des mesures prises par les ministères et organismes pour favoriser les communications en français avec les personnes morales et les entreprises établies au Québec et hors du Québec en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Office québécois de la langue française

- L'Office accompagne les ministères et organismes gouvernementaux dans l'adoption d'une PLI. Il s'assure que chaque PLI prévoit des directives encadrant les communications avec les entreprises et les personnes morales établies au Québec et hors du Québec, et que ces directives respectent les principes et les règles de la PLG.
- L'Office soutient et conseille les ministères et organismes du gouvernement dans l'application de la PLG et de leur propre PLI. L'Office recommande de privilégier l'unilinguisme français dans leurs communications avec les entreprises et les personnes morales établies au Québec et hors du Québec.
- Tous les organismes de l'Administration doivent d'ailleurs suivre un processus de francisation, avec l'aide de l'Office. Ils doivent mettre en place un programme de francisation pour corriger des situations non conformes à la Charte et pour assurer la généralisation de l'utilisation du français. L'Office les accompagne dans cette démarche. Des mesures de francisation sont prévues au programme de francisation lorsque nécessaires pour favoriser les communications en français avec les personnes morales et les entreprises.
- Lorsque l'Office reçoit des plaintes concernant un organisme de l'Administration, il en avise ce dernier et effectue le suivi jusqu'à la correction de la situation.
- Des représentants de ministères et d'organismes ont fait partie des groupes rencontrés par l'Office en 2019-2020 dans la foulée de la publication du Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec et du rapport sur les pratiques linguistiques dans les ministères et organismes publics du gouvernement du Québec. Cette démarche de consultation visait notamment à définir collectivement des pistes d'amélioration relatives aux constats les plus préoccupants émanant de ces rapports.
- En décembre 2019, l'Office a effectué une vérification des pratiques linguistiques qui prévalent dans certains centres d'appels. Cette vérification a montré que les politiques linguistiques respectent le principe d'exemplarité attendu des organismes de l'Administration. Elles prévoient notamment que le premier contact doit toujours se faire en français; que la conversation se fait exclusivement en français avec une personne morale ou une entreprise, sauf lorsque la personne morale ou l'entreprise est établie à l'extérieur du Québec; que les messages sur le système de réponse vocale interactif, sont exclusivement en français et que ceux en anglais doivent être accessibles de façon distincte.
- L'Office rend accessibles aux personnes morales et aux entreprises établies au Québec et hors du Québec des outils en ligne : le Grand dictionnaire terminologique, la Banque de dépannage linguistique et des vocabulaires spécialisés. Il offre également un service de consultations linguistiques.
- L'Office a produit neuf vocabulaires terminologiques pour favoriser l'usage du français dans divers secteurs d'activités, notamment dans ceux où le français est le moins utilisé, et dans divers domaines spécialisés : les changements climatiques, la brasserie, le commerce électronique, la comptabilité, le courtage immobilier, le traitement de données, l'édition de logiciels, l'immigration et la cryptomonnaie.
- Les programmes d'aide financière de l'Office soutiennent des projets qui visent à renforcer l'utilisation du français dans les entreprises, ainsi que la connaissance et l'utilisation d'une terminologie française appropriée dans les milieux de travail.
- En 2019-2020, l'Office a diffusé le rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec et des rapports d'études dont les informations lui permettent de mieux adapter ses interventions de francisation dans les entreprises de 50 employés ou plus.
- Plusieurs résultats ont présenté la situation linguistique dans les milieux de travail. Les caractéristiques des entreprises (ex. : secteur d'activité économique, taille, localisation) et des emplois (poste occupé) utilisant le moins le français ont été ciblés.

- De plus, l'Office a aussi diffusé une étude sur la langue d'accueil et la langue de service dans les commerces de l'île de Montréal.
- L'Office a adopté une mise à jour de sa Politique linguistique institutionnelle (PLI) en 2019. Cette politique respecte les grands principes de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration (PLG) et de la Charte de la langue française. La PLI oriente le personnel dans ses relations avec les entreprises et les personnes morales établies au Québec et hors du Québec.
- L'Office privilégie l'unilinguisme français dans ses communications avec les entreprises et les personnes morales établies au Québec et hors du Québec.

RP95. Liste des organismes gouvernementaux qui ont reçu des plaintes concernant la qualité du français de leurs publications.

Office québécois de la langue française

La Charte de la langue française ne prévoit pas des dispositions de nature pénale en lien avec la qualité du français. Elle prévoit toutefois que l'Office peut assister et informer l'Administration, les organismes parapublics, les entreprises, les associations diverses et les personnes physiques en ce qui concerne la correction et l'enrichissement de la langue française parlée et écrite au Québec.

Lorsque l'Office reçoit des plaintes concernant la qualité du français, le traitement qu'il donne à ces signalements n'est pas de nature pénale. L'Office privilégie l'accompagnement des ministères et des organismes en cause visant la correction des cas problématiques.

En 2019-2020, l'Office a reçu trois lettres de l'Association pour le soutien et l'usage de la langue française (ASULF) concernant la qualité de la langue d'une publication d'un ministère ou d'un organisme.

Dans une lettre datée du 24 mai 2019, l'ASULF demande à l'Office de voir à ce que le mot *détour* soit remplacé par *déviaton*, dans la signalisation routière.

Deux autres lettres concernent l'emploi dans un décret, par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale de l'appellation *TUAC, Local 501*, pour désigner un syndicat. Le nom *TUAC, local 501* est immatriculé au Registre des entreprises depuis 1995. Il s'agit du nom constitutif d'un syndicat, le seul inscrit sur la fiche du Registraire.

RP96. Liste des organismes gouvernementaux qui ont reçu des plaintes concernant l’utilisation d’une langue autre que le français comme langue de service et d’accueil.

Office québécois de la langue française

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, l’Office est intervenu auprès de la Société de l’assurance automobile du Québec et de la Société québécoise du cannabis à la suite de plaintes concernant l’utilisation d’une autre langue que le français comme langue de service et d’accueil par des organismes gouvernementaux.